UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CADRE JURIDIQUE DU PARTENARIAT SINO-CAMEROUNAIS :
COLONIALITÉ, INVESTISSEMENT CHINOIS ET DÉVELOPPEMENT

TRAVAIL DE RECHERCHE DIRIGÉ BIDISCIPLINAIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE BIDISCIPLINAIRE DROIT INTERNATIONAL ET POLITIQUE INTERNATIONALE

PAR:

BABETTE LAURENCE PASSI SOH

MAI 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Remerciements

À la Professeure Ndeye Dieynaba Ndiaye, pour ses instructions précieuses et ses conseils avisés qui ont guidé ce travail de recherche

A ma mère, pour son soutien inconditionnel et silencieux, qui a été une source constante de force et d'inspiration.

Merci à vous deux pour votre soutien indéfectible.

Résumé

Le travail de recherche aborde le cadre juridique du partenariat entre la Chine et le Cameroun, en se concentrant sur les impacts de la colonialité, des investissements chinois et du développement national. Le travail présente un sommaire structuré en plusieurs sections, chacune explorant divers aspects des relations sino-camerounaises. Dans la première section, le cadre juridique et politique de développement au Cameroun est examiné, mettant en lumière les influences historiques, notamment coloniales, sur le droit des affaires. Il est souligné que le Cameroun allie des systèmes juridiques de droit civil et de common law, hérités des périodes coloniales françaises et britanniques. Cette dualité rend difficile l'application uniforme des lois, ce qui se traduit par des inégalités dans les investissements étrangers, particulièrement ceux de la Chine, avec un cadre juridique isolé et sans harmonisation efficace présentant des défis pour le développement économique.

La politique de développement camerounaise, illustrée par la Stratégie Nationale de Développement (SND30) et la Vision 2035, vise à transformer l'économie. Les instruments juridiques entourant les partenariats publics-privés (PPP), comme les contrats de type Build-Operate-Transfer (BOT), sont analysés, mettant en avant les défis d'une dépendance accrue vis-à-vis des financements chinois et des lacunes juridiques.

La deuxième section traite du partenariat commercial avec la Chine, en se concentrant sur le Traité bilatéral d'investissement (TBI) et la présence croissante d'entreprises chinoises au Cameroun. Bien que ces investissements apportent des avantages, tels que la modernisation des infrastructures, ils soulèvent des préoccupations quant à la souveraineté économique et à un nouveau colonialisme économique. Le rapport souligne la nécessité d'un cadre normatif cohérent pour gérer les investissements afin d'entraîner une transformation économique durable. Les obstacles à l'atteinte des objectifs de la Vision 2035 sont également discutés, notamment l'incohérence du cadre normatif, la corruption et l'influence des élites. Le document préconise l'intégration de l'Afrikapitalisme, une idéologie

économique axée sur le développement durable et inclusif, et suggère des réformes anti-corruption et l'adaptation des lois pour répondre aux besoins spécifiques du Cameroun.

Enfin, la conclusion réaffirme l'importance de reconstruire un cadre juridique qui favorise une véritable coopération gagnant-gagnant avec les investisseurs étrangers, en tenant compte des réalités socio-économiques du pays. Le texte conclut en insistant sur la nécessité d'un équilibre entre les intérêts nationaux et l'attraction d'investissements, pour un développement durable et équitable.

1. Table des matières

1. Table des matières	5
2. Section I : Cadre Juridique et Politique de Développement au Cameroun : Investissements, Partenariats et Stratégies de Croissance	4
I- Cadre juridique général en droit des affaires (Investissement et contrat de partenariat)	4
1- Le Cadre juridique communautaire du droit des affaires	4
2- L’empreinte du passé colonial sur l’environnement national du droit des affaires camerounais	9
II- Politique de développement au Cameroun : Ses objectifs et son implémentation	17
1- Stratégie nationale de développement (SND30)	19
2- Les instruments juridiques nationaux encadrant les investissements et le partenariat	24
3. Section II : Le Partenariat Commercial Sino-Camerounais : Cadre Juridique, Défis et Solutions pour la Vision 2035	30
I- Le cadre juridique encadrant le partenariat commercial entre La Chine au Cameroun	31
1- Traité bilatéral d’investissement (TBI)	31
2- L’augmentation significative de la présence des entreprises chinoises au Cameroun	34
II- Obstacles et pistes de solutions permettant d’atteindre les objectifs de la Vision 2035	41
1. L’incohérence du cadre normatif des investissements directs au Cameroun	41
2- Piste de solution pouvant améliorer l’environnement des affaires	50
4. Conclusion	56
5. BIBLIOGRAPHIE	58
a. Articles de périodique et Monographie	58
b. Article de presse	61
c. Conférences :	61
d. Dictionnaire :	62
e. Discours :	62
f. Documents de travail:	62
g. Livres	65
h. Thèse de doctorat	65
i. Traités et Conventions	66
j. Lois et règlements	66

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AEF: Afrique-Équatoriale française
AICD : African Infrastructure country Diagnostic
ANIF: Agence Nationale d'Investigation Financière
APD: Aide Publique au Développement
API: Agence de promotion des investissements
APN: Assemblée populaire nationale
BAD : Banque Africaine de développement
BEAC : Banque des États de l'Afrique centrale
BRI : Belt Road Initiative
CADFund: Fonds de développement Chine-Afrique
CARPA : le Conseil d'appui à la réalisation de contrats de partenariat
CBF: Cameroon Business Forum
CEEAC : Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEMAC : Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique centrale
CEAO: Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CDB : La China Development Bank
CDBF: Conseil de discipline budgétaire et financière
CFCE: Les Centres de formalités de création des entreprises
CHEC: China Harbour Engineering
CIST: Conférence internationale des statisticiens du travail
CNUCED: Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CONAC: Commission Nationale Anti-corruption
CONSUE: Contrôle Supérieur de l'État CONSUE
CSE: Contrôle Supérieur de l'État
CSLCC: Cellules Ministérielles de lutte Contre la Corruption
DSCE: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DRSP : Document de pour la réduction de la pauvreté
EximBank : La China Export – Import Bank
FMI : Fonds Monétaire International

FOCAC : Forum sur la coopération Sino-africaine

GERDDES-Afrique: Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Économique et Social

HLPF: Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies

IDI : Investissement direct international

IRP : *Loi relative à l'impôt sur le revenu des particuliers*

ISC: Contrôle Supérieur de l'État en tant qu'Institution Supérieure de Contrôle des Finances Publiques

LCC: Lutte contre la corruption

MINEPAT: Ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire

MINPEESA: Ministère des PME, de l'Économie sociale et de l'Artisanat

MOFCOM: Ministère du Commerce de la République populaire de Chine

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ODD: Objectifs de Développement Durable

OHADA: Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires

PAS: Politiques d'ajustements structurels

PME: petites et moyennes entreprises

PPTE: Pays Pauvres Très Endettés

RPC: république populaire de Chine

SAIS-CARI: China-Africa Research Initiative

SDN: Société des Nations

SINOSURE: China Export and Credit Insurance Corporation

TI: Transparency International

TCS: Tribunal Spécial

UA: Union Africaine

UDEAC: Union douanière économique de l'Afrique centrale

VNR: Examen National Volontaire

ZFIC: zones franches industrielles au Cameroun

INTRODUCTION

Le Cameroun a traversé entre la fin des années 80 et le milieu des années 90 une récession économique provoquée par la chute des cours mondiaux des matières premières et des principaux produits agricoles d'exportation¹. L'État s'est alors lancé dans un processus de relance économique avec l'aide des donateurs principalement occidentaux². Cela s'est concrétisé par la mise en œuvre de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel alors imposés³. Le pays a ainsi traversé une longue période de réajustement caractérisée par des réformes successives. Cela a permis l'annulation d'une part significative de sa dette extérieure en décembre 2000⁴. L'implémentation plus ou moins satisfaisante de ces réformes a conduit à l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) en 2006⁵. Dans les années qui ont suivi, il mit en place une vision de relance économique basée sur l'attraction d'investissements étrangers afin de financer des projets d'infrastructures ambitieux. Dans cette optique, sont adoptées des politiques et un cadre juridique favorable aux investisseurs étrangers. Le gouvernement introduit en 2006 l'ordonnance juridique sur les partenariats publics-privés (PPP) s'appliquant aux contrats de type BOT (Build-Operate-Transfer). Selon l'article 2 de ladite loi, la responsabilité de tout ou partie des phases de projets, allant de la conception à l'entretien et la maintenance, est confiée au tiers⁶. Les différentes réformes juridiques⁷ et l'introduction du PPP avaient pour objectif de servir de fer de lance à la Vision 2035. L'État camerounais, face à des ressources financières limitées, se tourne vers les contrats de type Build-Operate-Transfer (BOT) afin de réaliser les objectifs infrastructurels de sa Vision 2035, visant à faire du pays un « État émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». Cette vision, alignée avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine, met l'accent sur la souveraineté économique, la transformation structurelle et l'équité dans les partenariats. Toutefois, la dépendance vis-à-vis d'un seul partenaire stratégique, en l'occurrence la Chine, constitue un obstacle majeur à l'atteinte de ces objectifs. Le cas du Cameroun illustre ainsi les limites d'un

¹ Bizeme, M. E., & Komon, J.-P. (1996). La Crise Économique Continue. *Africa Development / Afrique et Développement*, vol. 21, no 2/3, pp.67-77.

² Tamekou, Raoul. (2020). « Réformer un État qui se forme: des Programmes d'Ajustement structurel à la gestion axée sur les résultats. Enseignements de deux décennies de réforme administrative au Cameroun », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. 86(3), pp. 555-570.

³ *Ibid.*

⁴ Vivien, Renaud. (2010). « L'annulation de la dette du Tiers Monde », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2046-2047(1-2), pp. 5-75.

⁵ Fonds monétaire international (FMI), « Cameroun — Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés — Document du point d'achèvement, et initiative d'allègement de la dette multilatérale » (Mai 2006).

⁶ Loi n° 2006/012 du 29 décembre 2006 portant régime général des contrats de partenariat public-privé.

⁷ De Saba, Apollinaire A. (2007) « Un Nouveau Droit Des Affaires Pour Attirer les Investisseurs En Afrique. Est-ce suffisant ? » *Finance & Bien Commun*, vol. 28-29, no. 3, pp. 96-104.

partenariat déséquilibré, qui, plutôt que de favoriser l'autonomie et le développement des compétences locales, risque de renforcer les vulnérabilités historiques du pays. La stratégie adoptée repose sur l'augmentation substantielle du stock d'infrastructures afin de faciliter l'accès aux facteurs de production et baisser leurs coûts, permettre aux entreprises d'accroître leurs capacités de production et d'engendrer la croissance. L'accent a donc été mis sur la réalisation des grands projets structurants⁸. Tel que mentionné dans un rapport de l'*African Infrastructure Country Diagnostic*⁹ (AICD) et de l'OCDE¹⁰, l'Afrique en général et le Cameroun en particulier font face à des besoins criants en matière d'infrastructures, minant le développement économique. L'adoption de politiques de stabilisation et d'ajustement structurel, conjointement avec le retrait graduel des bailleurs de fonds occidentaux et l'émergence de la Chine sur la scène internationale, ont favorisé l'implantation durable de la Chine au Cameroun. Le paysage est ainsi empreint de la présence de plus en plus marquée des entreprises chinoises dans divers projets nationaux d'envergure, dans des domaines aussi divers que l'exploration pétrolière ou encore la construction d'infrastructures, financés en majorité par des investisseurs chinois¹¹.

Selon un rapport émanant du Fonds Africain de Développement, portant sur l'environnement de l'investissement privé au Cameroun datant de 2012, *les engagements financiers de la Chine, en place ou en cours de finalisation, dépassent les 4 600 milliards de FCFA, pour l'essentiel sous forme de prêts préférentiels et de crédits-acheteur*¹². Dans le contexte camerounais, le recours aux partenariats public-privé, notamment via les contrats de type Build-Operate-Transfer (BOT), censé pallier les limites budgétaires et l'inefficacité du secteur public, a plutôt accentué la dépendance économique du pays, tout en favorisant l'influence croissante de la Chine¹³. Alors que la Vision 2035 ambitionne une transformation structurelle fondée sur le développement des infrastructures et l'attraction

⁸ République du Cameroun, *SND 30 stratégie de développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif* (1ère édition (2020)), p.37.

⁹ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale, « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012), en Ligne: <https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun - environnement de linvestissement prive.pdf>

¹⁰ OECD/ACET, *Quality Infrastructure in 21st Century Africa: Prioritizing, Accelerating and Scaling up in the Context of Pida (2021-30)* (2020).

¹¹ Marais, Hannah, & Masego Ntsoane, *Africa Construction Trends Report 2021* (Johannesburg: Deloitte, 2022)., en ligne : <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/energy-resources/za-African-Construction-Trends-2021-V8.pdf>.

¹² Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale, « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012), en Ligne: <https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun - environnement de linvestissement prive.pdf>

p.13.

¹³ Trujillo, José A., Cohen, R., Freixas, X., & Sheehy, R. « Infrastructure Financing with Unbundled Mechanisms » In *The Economics of Public Private Partnerships*, p. 259.

d'investissements étrangers, l'absence d'un encadrement juridique adapté empêche la conclusion d'accords réellement bénéfiques pour la population. La présence chinoise en Afrique suscite par ailleurs des débats contrastés : certains la perçoivent comme un partenaire de développement pragmatique, notamment en raison de l'absence de conditionnalités¹⁴, tandis que d'autres y voient une nouvelle forme de colonialisme économique¹⁵. Bien que ces investissements offrent certaines opportunités, ils soulèvent également des préoccupations liées à la souveraineté économique, à la diversification limitée des économies africaines et à une concurrence désavantageuse pour les entreprises locales, dans un cadre juridique et académique encore peu exploré au Cameroun¹⁶. La complexité des relations sino-africaines, combinée aux limites du cadre juridique camerounais, souligne la nécessité de repenser en profondeur les mécanismes encadrant les investissements étrangers. Héritée en partie de l'époque coloniale, l'architecture juridique actuelle freine la concrétisation des ambitions de la Vision 2035 en rendant difficile la mise en place de partenariats équilibrés, notamment avec la Chine. Dans un contexte où interagissent droit national, normes communautaires et législations étrangères, cette situation entretient une dépendance économique persistante. Ce travail démontre, par une approche comparative, que ces insuffisances juridiques contribuent à l'asymétrie des relations sino-camerounaises et entravent le développement durable et souverain du pays.

Nous affirmons que la pluralité des régimes coloniaux, ainsi qu'une politique économique inadaptée, contribuent à freiner l'atteinte des objectifs de la Vision 2035¹⁷. Dans le cas du Cameroun, l'asymétrie et la dépendance caractérisant son partenariat avec la République populaire de Chine (RPC) permettent de mettre en évidence la nécessité d'une réforme juridique en matière de droit des contrats de partenariats et de législation en matière d'investissement, mais aussi de repenser sa Vision. En exposant de façon sommaire les instruments juridiques et les politiques nationales encadrant les investissements et les contrats de partenariats, nous tenterons une analyse du cadre juridique encadrant le partenariat sino-camerounais afin de mettre en exergue l'asymétrie des rapports. En jetant un regard sur la Vision 2035 camerounaise et l'environnement national du droit des affaires, nous soulèverons les éléments

¹⁴ T. Ayodele , & O.Sotola , « China in Africa: An evaluation of Chinese investment » (2014) IPPA Working Paper Series, 20 pages, en ligne : http://www.ippanigeria.org/articles/China%20Africa%20relation_Workingpaper_final.pdf

¹⁵ Olivier Charnoz & Jean-Michel Severino, *L'aide publique au développement*, Coll Repères Paris: La Découverte, (2007).

¹⁶ Jean-Raphaël Chaponnière & Jean-Jacques Gabas, *Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Karthala, (2012). Kernen, André. (2014). « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine » *Politique Africaine*, vol 134, no 2, pp.5-19.

¹⁷ République du Cameroun. « CAMEROON VISION 2035 WORKING PAPER. » Février 2009, p. 9. En ligne: <https://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/laws/1816.pdf>

juridiques et politiques constituant un frein à la réalisation de ses objectifs. Enfin, nous exposerons certaines pistes permettant de l'adapter aux réalités africaines et camerounaises.

2. Section I : Cadre Juridique et Politique de Développement au Cameroun : Investissements, Partenariats et Stratégies de Croissance

Le cadre juridique du droit des affaires au Cameroun résulte d'une combinaison des influences historiques, régionales et nationales. Le pays dispose d'un système hybride mêlant le droit civil et la Common Law, hérité de son passé colonial français et britannique. En tant que membre de la Communauté des États de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), le Cameroun bénéficie d'une harmonisation des lois commerciales à l'échelle régionale, facilitant les échanges économiques et renforçant la sécurité juridique pour les entreprises. Cette harmonisation vise à créer un cadre juridique uniforme pour les transactions commerciales, les sociétés et les procédures judiciaires. L'analyse du contexte juridique et politique au Cameroun se penche sur l'intégration au sein de la CEMAC et le rôle de l'OHADA, tout en explorant la politique de développement du pays à travers la Vision 2035 et les défis de sa mise en œuvre, ainsi que l'impact du passé colonial sur le système juridique actuel.

I- Cadre juridique général en droit des affaires (Investissement et contrat de partenariat)

Le cadre juridique du droit des affaires au Cameroun est structuré par des influences historiques, régionales et nationales, créant un environnement juridique sophistiqué et en constante évolution. Ce cadre est principalement façonné par deux organisations régionales majeures : l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) et la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Nous tentons ici un examen de ces structures ainsi que leur impact sur le droit des affaires national. Nous analyserons également comment l'héritage colonial continue de façonner le système juridique camerounais et comment l'OHADA, en tant qu'institution panafricaine, s'intègre dans ce paysage juridique national. Nous tentons ici de mettre en évidence la complexité de l'interaction entre les influences régionales, nationales et historiques qui façonnent ce paysage juridique.

1- Le Cadre juridique communautaire du droit des affaires

La CEMAC et l'OHADA contribuent de manière significative à la création d'un environnement juridique favorable aux affaires au Cameroun. Leurs efforts d'harmonisation et de modernisation du

droit des affaires contribuent à attirer les investissements et à promouvoir le développement économique dans le pays. Dans cette section, nous tentons de mettre en l'importance de l'intégration juridique dans la région de la CEMAC et l'impact de l'OHADA sur l'harmonisation du droit des affaires en Afrique et au Cameroun.

1. A- L'intégration juridique dans la sous-région de la CEMAC : La CEMAC et sa Cour de justice

L'intégration aurait, selon Amadou Yaya Sarr¹⁸ été présentée comme un instrument de l'Union de plusieurs entités géographiques présentant une unité économique, géographique et historique. Analyse qu'il qualifie d'historiquement inexacte car, elle ressemblerait davantage à une construction communautaire, résultant d'un processus de création d'un espace collectif par des partenaires ayant choisi de partager un même destin dans un cadre politique et institutionnel préalablement établi. Dans cet ordre d'idée Sayegh¹⁹ affirme que l'intégration juridique doit tendre vers une unification des politiques législatives dans les matières juridiques en relation avec l'intégration économique²⁰. Ainsi, « l'intégration juridique la plus achevée, strictement entendue, se définit comme le transfert des compétences étatiques de deux ou plusieurs États à une organisation internationale dotée de pouvoir de décision et de compétences supranationales ou supra étatiques pour réaliser un ensemble juridique, unique et cohérent, dans lequel les législations nationales s'insèrent ou se fondent pour atteindre les objectifs économiques et sociaux que les membres se sont assignés »²¹.

Dans le cas de l'Afrique centrale en général et du Cameroun en particulier, l'atteinte d'un tel objectif fait face à d'importants obstacles, dont entre autres sa forte histoire coloniale²² raison de la balkanisation de son système juridique. La méthode préconisée par les autorités afin de favoriser ladite intégration, l'a dirigée vers une homogénéisation légaliste excluant, ou écartant de façon consciente ou inconsciente les particularités juridiques propres aux membres de sa communauté²³. Un des obstacles à une intégration régionale réussie, est le fait que la Communauté des États de l'Afrique centrale (CEMAC) et le système juridique de ses membres soient le produit de forces exogènes. En effet, lors de sa création en 1994, celle-ci succède à l'Union douanière économique de l'Afrique centrale

¹⁸ Sarr, Amadou Yaya. (2008). « Introduction générale, dans *L'intégration juridique dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et dans l'organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA)* (Aix-en-Provence: Presses universitaires d'Aix-Marseille), pp. 21-35.

¹⁹ Issa Sayegh, Joseph. « Intégration juridique des États africains de la Zone franc. » *Revue Pénant*, no. 823 (Janvier-Avril 2008): 5-31.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² Torrent, Mélanie. (2013). « Des Partages Coloniaux Aux Frontières Culturelles : (Réunifications Et Marginalisations Au Cameroun Méridional (1954-1961) » dans *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, vol. 10, pp. 1-18

²³ Dubresson, Alain, & Jean-Pierre Raison. (2002). « Dislocations et recompositions spatiales en Afrique subsaharienne. » *Revue internationale et stratégique*, vol 46, no 2, pp. 119-127.

(UDEAC), création postcoloniale ayant succédé à la fédération de l'Afrique Équatoriale française (AEF) ²⁴. Les pays de la Zone CEMAC, dont le Cameroun, à travers une politique d'intégration économique, s'attellent depuis plusieurs années à mettre en place un cadre juridique attrayant pour les investisseurs. L'adoption le 17 décembre 1999 du règlement no 17/99/CEMAC-020-CM-03 portant charte des investissements de la CEMAC fait partie de cette politique. Ainsi, elle: constitue le cadre général commun regroupant l'ensemble des dispositions destinées à améliorer l'environnement institutionnel, fiscal et financier des entreprises dans le but de favoriser la croissance et la diversification des économies des pays membres, sur la base d'une meilleure définition du rôle de l'État et d'un développement harmonieux du secteur privé à travers des investissements d'origine nationale ou étrangère. Les pays de la zone placent donc l'investissement au cœur de la politique de croissance économique. Bien que son application par les membres reste à débattre, elle reconnaît cependant la pluralité de régime juridique traitant de l'investissement comme un obstacle. Elle préconise ainsi, l'harmonisation et la restructuration de l'environnement des investissements dans les États membres, accorde également à l'investisseur des mesures juridiques lui permettant de protéger son investissement²⁵. L'apparition de préoccupations et la prise en compte des investissements et du capital sur la scène régionale menèrent à la mise en place de la Cour de Justice de la CEMAC. Instituée à Libreville du 05 juillet 1996²⁶, elle est chargée du contrôle juridictionnel des activités et de l'exécution budgétaire des institutions de la CEMAC²⁷. Dans le cadre des investissements, elle tire sa compétence de la charte des investissements de la CEMAC, dans la mesure où, elle lui demande dans son art 4 al 1 de veiller au respect des droits et obligations découlant du traité et de ses Actes²⁸. La Cour est instituée par la *Convention régissant la Cour de justice communautaire*. Comme énoncé à son article 22²⁹, elle joue un triple rôle, juridictionnel, consultatif et d'administration des arbitrages dans les matières relevant du droit communautaire de la CEMAC. Elle permet ainsi d'offrir aux investisseurs un forum régional d'arbitrage des différends en matière d'investissement. L'objectif est de créer un forum public et accessible aux investisseurs étrangers. Elle joue un rôle central dans la politique d'attractivité des pays de la région. Ainsi, la politique de promotion des investissements de la CEMAC s'articule principalement autour de l'affirmation du principe d'égalité entre les investisseurs nationaux et les investisseurs étrangers. Pour ce faire, la communauté a mis en place un système centré autour de

²⁴ « Introduction », *Revue de l'OCDE sur le développement*, vol. no 4, no. 4, 2003, pp. 63-78.

²⁵ Préambule, *Règlement no 17/99/CEMAC-020-CM-03 portant charte des investissements*.

²⁶ Convention régissant la Cour de Justice de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), CEMAC/RS/01/19, 1 CEMAC JO L 35. En ligne : [Convention CEMAC](#).

²⁷ Ibid. Article 2.

²⁸ Ibid. Article 4.

²⁹ Ibid. Article 22.

mesures relatives à l'environnement des entreprises. Les investisseurs privés ont la possibilité de participer au financement des infrastructures économiques et ont en la Cour de justice un organe d'arbitrage extraterritorial.

La politique d'attractivité mise en place par ses membres, au-delà de son rôle de forum, son poids et son importance réside également dans la place lui étant apportée par la charte de la CEMAC. Ainsi, la Charte dans son processus d'harmonisation de l'environnement des investissements ne se limite pas à en faire la promotion. Elle s'efforce également de mettre en place des dispositions juridiques permettant l'harmonisation du droit des affaires. Afin de permettre une meilleure intégration juridique, les États de la communauté affirment leur adhésion au traité de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des Affaires (OHADA).³⁰ À travers sa *charte communautaire des investissements*, elle stipule que la prise en compte des divers dispositifs et des actes uniformes de l'OHADA ayant trait aux investissements, avec la prise en compte des arrêts de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA occuperont une place de choix. Dans un même ordre d'idée, le Cameroun par la signature du traité reconnaît le rôle d'un cadre juridique commun et harmonisé comme moteur du développement économique.

2. B- L'harmonisation du droit des affaires en Afrique : L'OHADA et sa Cour de justice et d'arbitrage (CCJA - OHADA)

On assiste dans les dernières années à des efforts d'harmonisation du droit des affaires dans la région de l'Afrique centrale. La communauté s'efforce ainsi de créer des instances régionales de production du droit. La création de l'OHADA est le résultat de cette volonté politique : d'harmoniser le droit des Affaires afin de garantir une sécurité juridique et judiciaire pour les investisseurs et les entreprises. Cela, afin de propulser le développement économique et créer un vaste marché intégré³¹. Créée en 1993, elle compte aujourd'hui 17 États membres. Son cadre juridique constitue une réponse aux maux minant la justice et répond à un souci régional et national de sécuriser le cadre juridique des investissements. Se référant à la charte de la CEMAC, elle stipule que : « *Les États adhèrent au traité de l'OHADA. Ils garantissent l'application des procédures et des arrêts de la Cour de justice et d'arbitrage de cette institution régionale.* »³² Elle va plus loin et mentionne entre autres que les États « *adaptent leur droit national et leur politique judiciaire aux règles et dispositions de l'OHADA* »³³. L'organisation a pour objectif de « *créer un pôle de développement en Afrique* »³⁴, d'assurer la

³⁰ Article 4, alinéa 2, *Règlement no 17/99/CEMAC-020-CM-03 portant charte des investissements*.

³¹ OHADA. « Mission et objectifs de l'OHADA » *OHADA.com*. En ligne : <https://www.ohada.com>

³² Article 4, alinéa 2, *Convention régissant la Cour de justice de la CEMAC*.

³³ *Ibid.*

³⁴ OHADA. « Présentation de l'OHADA. ». *OHADA.com*. En ligne: https://www.ohada.com/l_ohada/presentation-de-l-ohada.html.

restauration de « la sécurité juridique des activités économiques » des pays concernés en vue de favoriser l'essor de celles-ci et d'encourager les investissements.³⁵ Le fait que la Charte des investissements de la CEMAC se réfère explicitement à l'OHADA, à ses mécanismes et les incorpore, justifie la mise en application des divers dispositifs ayant trait aux investissements. La Cour de Justice et d'arbitrage de l'OHADA offre un forum régional supra étatique en cas de désaccord entre l'investisseur étranger et l'État hôte. Celui-ci peut mener à des voies juridictionnelles de règlement de conflits. Il peut porter sur l'interprétation ou l'application soit d'un instrument conventionnel, (un contrat d'État ou accord de protection et de promotion des investissements), soit porter sur une disposition du droit de l'État hôte, par exemple des dispositions en matière d'investissement.³⁶ Selon Mbeb ³⁷une observation des pratiques actuelles relatives au règlement des conflits révèle une préférence pour le recours à l'arbitrage³⁸. Cela a pour effet de rassurer l'investisseur sur l'existence de voies de recours autres que celles du droit interne de l'État hôte. Le recours à l'arbitrage aurait pour effet de potentiellement favoriser un accroissement des investissements vers le continent³⁹. Dans cet ordre d'idée, les organisations régionales ont au fil du temps mis en place des mécanismes juridiques de conciliation des différents afin de rassurer les investisseurs étrangers en leur offrant des voies de recours supranationales. En tant que cour d'arbitrage, la CCJA est compétente pour l'interprétation et l'application uniforme du Traité, de ses Actes uniformes et des règlements d'application, ainsi que pour d'autres actions telles que mentionnées dans le premier alinéa de son article 14⁴⁰. Cet organe exerce ainsi des fonctions judiciaires, consultatives et arbitrales afin de garantir l'uniformité des lois de l'OHADA. Tel que le mentionne Sayegh, elle est le plus haut niveau de juridiction pour toutes les questions relatives à l'application du Traité, ainsi que ses Actes uniformes. Elle est compétente en matière judiciaire et statue sur les décisions rendues par les Cours d'appel des États membres⁴¹. Elle assure un « rôle de contrôle des arbitres désignés et octroie de la force exécutoire à la sentence, assurant ainsi l'interprétation harmonisée du Traité, des Actes uniformes et des règlements et conventions d'arbitrage correspondants.⁴²»

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Mbeb, Richard Albert Makon Ma. (2020). « Les avantages pour l'Afrique de l'arbitrage transnational, moyen prioritaire de règlement des différends relatifs aux investissements directs étrangers. » In Yenkong Ngangjoh Hodu, and Makane Moïse Mbengue (éditeurs), *African perspectives in international investment law*, pp.196–225.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Article 14, OHADA. *Traité OHADA modifié par le traité de Québec*, Traité de port Saint-Louis du 17 octobre 1993, modifié par le traité de Québec du 17 octobre 2008.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Diallo, Abdou, *Réflexion sur l'arbitrage dans l'espace OHADA*, Thèse de doctorat, Université de Perpignan, (2016).

Il est cependant important de souligner que malgré la mise en place de mécanismes d'harmonisation du droit des affaires et un cadre juridique régional encadrant les investissements et respectant la souveraineté étatique, il est difficile de constater de réels résultats. Cela peut s'expliquer par la multitude d'organisations ayant des mandats similaires. En sus, les membres de la CEMAC et de la CEEAC étant tous également membres d'autres organisations régionales actives dans le domaine économique et de la sécurité, les États membres définissent leurs ambitions et leur engagement de manières différentes auprès de chacune des organisations auxquelles ils participent. Outre sa diversité d'intérêts et ses rivalités internes marquées⁴³, il existe en plus en son sein un réseau étroit de relations personnelles entre chefs d'État jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement de ses organisations⁴⁴. Cela en fait certes des plateformes de dialogues, mais constitue également des mécanismes de soutien mutuel entre élites au pouvoir, dans une région caractérisée par la faiblesse des processus démocratiques⁴⁵. Cet état de fait entre en contradiction avec les objectifs de démocratie et de transparence énoncés dans les différentes chartes. Cette dynamique complexe ajoute une couche supplémentaire à l'analyse de l'empreinte du passé colonial sur l'environnement national du droit des affaires camerounais.

2- L'empreinte du passé colonial sur l'environnement national du droit des affaires camerounais

L'héritage colonial imprègne profondément le paysage juridique camerounais, laissant une empreinte indélébile sur le domaine des affaires. En effet, le système juridique actuel du Cameroun est largement façonné par les structures et les normes instaurées pendant la période coloniale. Nous explorerons ici comment le passé colonial a modelé le cadre juridique et institutionnel du Cameroun, jetant ainsi les bases pour une meilleure compréhension de l'environnement national du droit des affaires dans le pays ainsi que l'adoption de contrats de type Build Operate and Transfer (BOT), ainsi que la formule clé en main les accompagnant, lors de la conclusion d'accords de partenariat et d'investissements

3. A- Le système juridique camerounais : héritage colonial

Le système juridique camerounais est le produit de l'influence des différentes forces qui l'ont occupé.⁴⁶ Comme en témoigne un Mémoire de la Chambre de Commerce de Hambourg, adressé au Chancelier Von Bismarck datant du 6 juillet 1883, son annexion lors de la conférence de Berlin de 1884-85 répond

⁴³ Bruce Byiers, « Organisations régionales et Afrique: Trajectoires et Facteurs de changements » (Mars 2017) ECDPM, Political Economy Dynamics of Regional Organisations.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ John-Nambo, Joseph. (2002).« Quelques héritages de la Justice coloniale en Afrique noire. » *Droit et société*, vol 2-3, no 51-52, pp.325-343.

avant tout à un impératif économique. Il s'agit pour l'Allemagne de trouver de nouveaux débouchés économiques et de nouveaux consommateurs pour ses matières premières. Selon le rapport, l'Afrique centrale, avec sa forte population et ses marchés prometteurs, représente une opportunité lucrative pour les produits industriels européens, car les transactions se font souvent en marchandises importées plutôt qu'en espèces. Le développement de ce marché est crucial pour l'industrie allemande, qui a besoin d'exportations. Cependant, l'accès à ces marchés est difficile en raison des tribus indépendantes sur la côte, comme celles du Cameroun, qui empêchent l'entrée des Européens au-delà des zones côtières⁴⁷.

Ainsi, à la suite de la défaite allemande lors de la Première Guerre mondiale, le protectorat qui avait été proclamé en 1884⁴⁸ prend fin, et l'on assiste à une division du territoire par les Anglais et Français en 1916⁴⁹. Conformément au traité de Versailles de 1919⁵⁰, qui a officialisé le partage effectué le 6 mars 1916, la Grande-Bretagne assure la gestion de la partie Ouest du territoire, tandis que la France hérite de la partie Est. Reconnue par la Société des Nations (SDN) qui, par ses articles 22 al.5 et al.6⁵¹, habilite les deux puissances à mettre en application leurs lois sur les territoires soumis à leur mandat. Cet article, ainsi que le traité de Versailles, constituent la base, et marquent le début de la dualité linguistique et juridique qui caractérise le territoire. Ensuite, la Déclaration de Londres du 10 juillet 1919 confirme les limites du partage provisoire de 1916⁵². À la suite du plébiscite organisé par les Nations Unies le 11 février 1961⁵³, la partie sous mandat anglais choisit la réunification à la partie française ayant obtenu l'indépendance le 1er janvier 1960⁵⁴. Le nouvel État hérite ainsi de toutes les lois existantes des anciens territoires. Ce double système juridique explique la faveur de la Common Law et du droit civil dans le système juridique camerounais. Les tribunaux coutumiers sont intégrés au système judiciaire dans les régions francophones en 1959 en vertu de l'ordonnance n° 59-86 du 17 décembre 1959 fixant l'organisation judiciaire de l'État⁵⁵. Aujourd'hui, ils sont intégrés dans la hiérarchie des tribunaux relevant du ministère de la Justice du Cameroun, en vertu de l'article 46 de la

⁴⁷ Leonhard Harding. « Le Cameroun par les sources: Le début de la servitude. Le Cameroun sous domination allemande. » Düsseldorf, 7 décembre 2017. En ligne : <https://www.academia.edu/35394629/Le_Cameroun_par_les_sources_Le_d%C3%A9but_de_la_servitude_Le_Cameroun_sous_domination_allemande> p.11

⁴⁸ Owona, Adalbert. (1973). « La naissance du Cameroun (1884-1914). » *Cahiers d'études africaines*, vol 13, no 49, pp.16-36.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Traité de Versailles. 1919, 225 CTS 188.

⁵¹ Pacte de la société des nations y compris les amendements en vigueur le 16 décembre 1935. En ligne <<https://treaties.un.org/doc/source/covenant.pdf>>. Consulté le 10 décembre 2022.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Merle, Marcel. (1961). « Les plébiscites organisés par les Nations Unies » dans *Annuaire français de droit international* vol 7, p.426.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Ordonnance n° 59-86 du 17 décembre 1959 fixant l'organisation judiciaire de l'État.

Constitution de la République fédérale du Cameroun de 1961⁵⁶, devenu l'article 1(2) de la loi n° 96-6 du 18 janvier 1996 portant modification de la Constitution du 2 juin 1972⁵⁷ basé sur le respect du « droit et de la coutume autochtones » comme source du droit national.

L'ère postcoloniale au Cameroun est cependant marquée par la mise en place d'une réplique de l'État colonial, sous le couvert d'un État sous tutelle, ou encore d'aide à la transition politique. En plus, la nature extractive des économies nationales suivie de la capture de la bureaucratie nationale par des élites formées et proches des anciens colons⁵⁸ ont permis de mettre en place des structures travaillant non pas au service du nouvel État, mais veillant d'abord aux intérêts des forces étrangères. Cela s'explique par une longue histoire coloniale de pseudo-indépendance politique, notamment dans la partie francophone de la nation.

Dans un premier temps, le Cameroun français reçoit par décret, l'autonomie politique et financière le 23 mars 1921 mais reste sous l'autorité d'un gouverneur des colonies nommé commissaire de la République⁵⁹. On assiste alors à l'introduction d'un État sous tutelle ayant les attributs juridiques d'un État indépendant⁶⁰. En effet, bien qu'officiellement la France avait « généreusement » accordé l'autonomie politique et économique, l'État reste sous son joug. Bien que le décret dît accorder l'autonomie politique, un émissaire colonial conserve le pouvoir dans le domaine militaire, politique et économique. Le décret en question précise les pouvoirs du commissaire de la République. Celui-ci est dépositaire des pouvoirs de la République et tous les services relèvent de son autorité. En matière militaire, il est à la tête de la milice locale qui constitue avec la garde indigène la seule force armée du territoire. Il est l'ordonnateur du budget et peut être appelé à siéger à son rang de préséances parmi les gouverneurs au conseil du gouvernement de l'Afrique-Équatoriale Française (AEF)⁶¹. Tel qu'on peut le constater, on assiste à l'implémentation d'un pseudo État indépendant. On assiste ainsi dans les années qui suivent à des répressions sanglantes de l'Union des populations du Cameroun (UPC), groupement politique indépendantiste à tendance communiste soutenue par la Chine s'opposant à l'administration française. Les interférences historiques des anciennes puissances coloniales, conjuguées à l'incapacité persistante à se libérer des contraintes politiques, représentent un obstacle majeur au développement

⁵⁶ Melone, Stanislas. (1986). « Les juridictions mixtes de droit écrit et de droit coutumier dans les pays en voie de développement. Du bon usage du pluralisme judiciaire en Afrique : l'exemple du Cameroun. » *Revue internationale de droit comparé*, vol. 38, n°2, avril-juin.

⁵⁷ La constitution de la République du Cameroun. Loi no 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi no 2008/001 du 14 avril 2008.

⁵⁸ Coquery-Vidrovitch, Catherine. (2005). « L'économie coloniale. » In C. Coquery-Vidrovitch & H. Moniot (Eds.), *L'Afrique noire, de 1800 à nos jours*. Presses Universitaires de France, pp. 203-223.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Cornevin, Robert.(1971). « Cameroun 1971 : Le libéralisme planifié au service du développement, du régime colonial à l'indépendance nationale. » *Le Monde diplomatique*, pp. 19. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/1971/09/CORNEVIN/30496>.

⁶¹ Commissariat de la République française au Cameroun, *Guide de la colonisation au Cameroun*, Paris: Émile Larose, (1923).

durable. Ainsi, à la suite de son indépendance en 1961, comme nombre de nation, elle choisit de garder les anciennes lois coloniales. Cependant, elle ne réussit pas à s'adapter et à évoluer en fonction du contexte politique et économique contemporain. Ces aspects, associés à la rhétorique Sud-Sud de la Chine⁶², ont constitué des facteurs d'attraction non seulement pour le Cameroun, mais également pour de nombreux autres pays africains.

L'implantation et l'enracinement progressif des entreprises chinoises dans le pays peuvent donc être perçus comme une conséquence des politiques coloniales, d'une volonté camerounaise de trouver un partenaire de développement alternatif qui se présente comme un champion de la souveraineté étatique. La convergence de ces facteurs, combinée à la volonté manifeste des pays de s'industrialiser pour compenser le retard hérité des économies coloniales principalement axées sur l'agriculture et l'extraction de ressources, positionne la Chine comme le principal partenaire privilégié. Ensuite, au-delà de la langue comme héritage évident de la colonisation, la greffe⁶³ d'un système politique économique et juridique exogène constitue son legs le plus important. Cette greffe, ainsi que la volonté marquée des colons de façonner les économies locales afin qu'elles répondent aux besoins de la métropole, aurait⁶⁴ encore un impact sur le pays. La promotion des contrats de types Build Operate and Transfer (BOT), et la formule clé en main l'accompagnant, lors de la conclusion d'accord de partenariat et d'investissements illustre une de ses manifestations. En définitive, l'époque coloniale a laissé une marque indélébile sur les structures politico économiques et juridiques du Cameroun. Elles ont résulté en une asymétrie des rapports de pouvoir qui a perduré à la suite des indépendances. Ainsi, l'entrée brutale de jeunes économies dans un système capitaliste contemporain conjugué aux efforts incessants des anciens colons de les maintenir sous tutelle eut pour effet de perpétuer les dynamiques coloniales Nord -Sud. Il devient alors pertinent de se pencher sur les solutions et efforts de la nation afin d'améliorer l'environnement national en droit des affaires. Nous Parlerons ici de l'OHADA, et de son intégration au Cameroun, étant donné la nature moniste de la nation et son caractère bi juridique et bilingue

4. B- Environnement national du droit des affaires : L'OHADA et son intégration au Cameroun

Selon un rapport de 2013 du Bureau international du Travail (BIT), pourtant sur l'évaluation de

⁶² Société Radio-Canada, « *Le Développement À La Chinoise En Afrique* », (2008).

⁶³ Bayart, Jean-François. (1985) « L'État Au Cameroun. » Seconde éd. rev. et augm ed., *Presses de La Fondation Nationale Des Sciences Politiques*.

⁶⁴ Bourgi, Albert. (1982). « Les relations avec l'ex-État colonial. » *Droit international et relations internationales*. Encyclopédie juridique de l'Afrique. Nouvelles Éditions Africaines.

l'environnement des affaires⁶⁵, l'OHADA a une approche visant exclusivement le formalisme légal, le rendant inadapté au caractère informel de la plupart des économies ou encore la complexe juxtaposition de plusieurs types de droits caractérisant ses membres. Un des points majeurs constituant un obstacle à la mise en application effective du traité de l'OHADA et de ses actes uniformes, est qu'il a une portée universaliste, sans chercher à tenir compte des particularités juridiques et linguistiques propres aux pays membres. Dans le cas du Cameroun sa nature moniste commande et favorise l'insertion des traités dans l'ordre juridique national. Les articles 43 à 45 de la Constitution du 18 janvier 1996 ⁶⁶ et celle révisée en 2008, prévoit l'insertion des traités dans l'ordre juridique national. Ainsi, le traité signé et ratifié acquiert une force obligatoire et demande son intégration dans le cadre juridique interne. Dans cette optique, le traité de l'OHADA acquiert de la force, cela en concordance avec l'objectif d'attirer les investisseurs étrangers énoncés dans la Vision de l'horizon 2035. Le pays a donc entrepris la mise en place d'un cadre juridique souple allant de l'installation, à la formation de l'entreprise et enfin une taxation avantageuse. Le traité de l'OHADA outre le fait qu'il introduit une législation uniformisée pour les États membres sur les procédures et techniques judiciaires, apporte une protection aux activités commerciales. Mais l'intégration de cette uniformisation se heurte et est freinée par le passé colonial du pays sur le plan linguistique et constitutionnel.

La dualité du système juridique et linguistique rend difficile une harmonisation territoriale du droit des affaires. À la suite de son unification en 1961, des efforts d'harmonisation et d'unification juridique nationale ont été fait par les pouvoirs exécutifs et judiciaires, à la faveur du droit civil, créant des tensions avec les régions anglophones issues de la Common Law⁶⁷. Le traité de l'OHADA et ces actes uniformes rédigés en français sont à l'origine de la résistance dans sa mise en application par les juristes des provinces dites anglophones. Les juges de cette région usent ainsi du pouvoir d'interprétation afin de s'affranchir des règles du droit civil et appliquer les solutions de la Common Law, des « *doctrines of equity* » et des « *statutes of general application which were in force in England on the first day of January 1900* »⁶⁸. L'expérience coloniale a donc orienté le système juridique vers un système mixte, où se côtoient la Common Law et le droit civil. Cette mixité juridique et linguistique

⁶⁵Bureau international du travail. « Évaluation de l'environnement des affaires au Cameroun, 2013 », en ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/--ifp_seed/documents/publication/wcms_230287.pdf. p. 16.

⁶⁶ La constitution de la République du Cameroun. Loi no 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi no 2008/001 du 14 avril 2008.

⁶⁷ Tumnde, Martha Simo.(2010). « Harmonization of Business Law in Cameroon: Issues, Challenges and Prospects », *ULANE EUROPEAN & CIVIL LAW FORUM*, vol. 25, pp. 126.

⁶⁸ Kenfack, Pierre-Étienne.(2010). « La Gestion De La Pluralité Des Systèmes Juridiques Par Les États D'Afrique Noire : Les Enseignements De L'Expérience Camerounaise. » *Cahiers De La Recherche Sur Les Droits Fondamentaux*, vol. 153-160, pp. 153-160.

qui caractérise le pays fut la cause dans les dernières années de plusieurs tensions concernant l'intégration du traité de l'OHADA et de ses actes uniformes. Selon le juge Njoya, les tribunaux de Common Law ont réagi avec méfiance au traité et aux lois uniformes de l'OHADA en raison de plusieurs éléments : l'imposition autoritaire du texte, le fait que le français soit la seule langue de travail de l'OHADA, et la participation du Cameroun, en tant que nation francophone, aux délibérations ayant conduit aux textes. Ces facteurs ont contribué à leur attitude réservée⁶⁹. L'applicabilité du traité ainsi que ses Actes uniformes soulèvent donc des questions constitutionnelles au Cameroun. Dans un premier temps, l'article 45 de la Constitution du Cameroun donne aux traités ratifiés priorité sur la législation nationale. Mais les dispositions de son article premier alinéa 3 énoncent que la République du Cameroun adopte l'anglais et le français comme langues officielles d'égale valeur la question de la langue est ici centrale, dans un contexte camerounais bilingue et bi juridique. Les dispositions de l'article 42 du traité de 1993 stipulent que la langue de travail du traité est le français. Malgré l'ajout de l'anglais, de l'espagnol et du portugais lors de la modification de 2008 à Québec⁷⁰, il persiste néanmoins des délais et des défis dans la traduction effective des actes. Ensuite, son article 9 stipule que les Actes uniformes doivent être publiés au journal officiel des États contractants. Or, la Constitution camerounaise exige que de telles publications soient faites en français et en anglais afin de refléter le caractère bilingue du pays. Dans l'affaire *Akiangan Fombin Sebastian c. Foto Joseph & Others*⁷¹, le juge Ayah Paul souligne qu'un traité qui est essentiellement français souffre d'auto-exclusion des provinces anglophones. Tel que mentionné plus haut, le traité est à l'origine accueilli dans ces régions avec beaucoup de réserves. Il est à l'origine perçu comme un instrument du colonialisme français. Ce point de vue est alimenté par les dispositions de certains actes empruntés directement aux règles de droit européen. Ainsi, *L'acte uniforme sur les contrats de transport de marchandises par route* est emprunté à sa contrepartie européenne reproduisant certaines de ses provisions⁷².

Au-delà de la langue, le caractère bi juridique du Cameroun constitue un obstacle à l'acceptation et la mise en pratique effective du traité et des Actes uniformes. Le fait est que la Common Law et le droit

⁶⁹ Njoya, Rene N.T. « OHADA Treaty—An Unruly Horse. » *The Impartial Judge*, vol. 1, SOWEMAC, JUDICIAL J. 21 (2003). Cité par Tumnde, Martha Simo.(2010). « Harmonization of Business Law in Cameroon: Issues, Challenges and Prospects. » *ULANE EUROPEAN & CIVIL LAW FORUM*, vol. 25, p.125.

⁷⁰ OHADA. *Traité OHADA modifié par le traité de Québec*, Traité de port Saint-Louis du 17 octobre 1993, modifié par le traité de Québec du 17 octobre 2008.

⁷¹ Tumnde, Martha Simo. (2010). « Harmonization of Business Law in Cameroon: Issues, Challenges and Prospects », *ULANE EUROPEAN & CIVIL LAW FORUM*, vol. 25, pp. 119-137, pp. 126.

⁷² Issa-Sayegh, Joseph. (1999). « Quelques aspects techniques de l'intégration juridique: l'exemple des actes uniformes de l'Ohada ». *Uniform Law Review*, vol. 4, no. 1, pp. 5-30. En ligne : <https://doi.org/10.1093/ulr/4.1.5>.

civil fonctionnent parallèlement dans les régions anglophones et francophones. Le fait que les actes soient fortement ancrés dans le droit civil fait en sorte que les juristes camerounais de la *Common Law* décrivent le traité en question, freinant son implémentation effective⁷³. Certains juristes nationaux font valoir le fait que la nature bi juridique du pays devrait être préservée et promue, qu'une réforme significative devrait avant tout inclure et prendre en considération les particularités nationales du Cameroun⁷⁴.

Au-delà du débat entourant l'intégration et l'adoption des dispositions du traité de l'OHADA, l'environnement juridique et réglementaire des affaires au Cameroun est l'un des moins favorables au monde pour les entreprises. Ainsi selon un rapport de 2011 sur le développement en Afrique⁷⁵, la lourdeur des procédures d'obtention de permis, l'opacité des règles d'évaluation de l'impôt font partie des problèmes. Selon un rapport de 2020 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), portant sur les besoins des unités économiques locales, il ressort que le manque d'information, suivi des lenteurs administratives et de l'insuffisance au niveau local d'une expertise en mesure d'offrir un accompagnement de qualité⁷⁶ constitueraient des obstacles majeurs. Le Cameroun a ainsi mis en place des outils essentiellement dirigés vers les grandes entreprises et multinationales, dans un pays où le secteur informel occupe une place importante dans l'économie nationale. En effet, selon un rapport de l'OIT datant de mars 2017, il contribuerait à hauteur de 57.6% du produit intérieur brut (PIB) en 2003, et à la suite de la crise économique il a considérablement gagné du terrain et occupe aujourd'hui 90% des travailleurs camerounais⁷⁷. Afin de supporter ces données, un rapport de l'OIT de 2020 portant sur le travail décent et l'économie sociale solidaire, les structures organisationnelles les plus répandues étaient les groupements d'initiatives communes 58%, les coopératives, 25% et les associations, 15%. Les femmes représentant 44% de la force de travail⁷⁸. En définitive, on peut se poser la question du bien-fondé du traité de l'OHADA dans un contexte camerounais. Celui-ci a pour objectif d'harmoniser le droit des affaires dans la région, mais a une orientation purement légaliste. Il ne tient pas compte de la pluralité linguistique et juridique de ses membres. Et semble en sus s'adresser principalement à des

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Banque africaine de développement (AfDB). « Rapport sur le développement en Afrique 2011. » En ligne : https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/rapport_sur_le_developpement_en_afrique_2011.pdf.

⁷⁶ OIT et ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (MINP MEESA) du Cameroun. *Évaluation des besoins des unités de l'économie sociale et identification des chaînes de valeur prioritaire pour la création d'emplois décents au Cameroun* (BIT, 2021), p. 36.

⁷⁷ Organisation internationale du Travail. *Enquête auprès des entreprises informelles du Cameroun* (BIT, mars 2017), en ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---ifp_seed/documents/publication/wcms_230287.pdf (consulté le 20 février 2023).

⁷⁸ Organisation internationale du Travail. « Le travail décent et l'économie sociale et solidaire. » Conférence internationale du Travail, 110e session, 2022.

grandes entreprises, sans tenir compte du secteur informel⁷⁹ constituant une part non négligeable des économies nationales de ses membres.

Ainsi, au-delà de l'accent mis par les législateurs sur l'harmonisation visant à créer un cadre juridique plus attrayant pour les investisseurs étrangers, il est suggéré que ceux-ci envisagent un cadre juridique prenant en compte les forces économiques locales. Cette approche pourrait contribuer à atteindre les objectifs de la vision 2035. Une option à considérer serait de s'inspirer des initiatives de l'Organisation internationale du Travail (OIT) afin d'intégrer l'économie informelle dans le cadre juridique. En 1993, lors de la 15e Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST)⁸⁰, le secteur informel a été défini comme comprenant des unités de production telles que des entreprises individuelles appartenant à des ménages, y compris les entreprises informelles indépendantes et celles des employeurs informels, généralement de petite taille et non enregistrées. Cette définition se limitait cependant aux entreprises. Dix ans plus tard, lors de la 17e Conférence internationale des statisticiens du travail en 2003⁸¹, de nouvelles directives ont été élaborées adoptant une perspective différente, considérant l'informalité du point de vue de l'emploi. Elles ont ainsi défini l'emploi informel comme englobant toutes les activités professionnelles rémunérées, qu'il s'agisse de travail indépendant ou salarié, qui ne sont pas enregistrées, réglementées ou protégées par les cadres juridiques et réglementaires existants, ainsi que les activités professionnelles non rémunérées exercées dans une entreprise productrice de revenus.⁸² Les travailleurs informels ne bénéficient pas de contrats de travail, d'avantages sociaux, de protection sociale ou de représentation⁸³. Bien que distincts, le secteur informel et l'emploi informel se complètent mutuellement. L'économie informelle, englobant ces deux notions, désigne l'ensemble des activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui, en droit ou dans la pratique, ne sont pas couvertes par des dispositions formelles ou sont insuffisamment protégées⁸⁴.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) reconnaît que les entreprises informelles représentent une réalité importante dans de nombreux pays, en particulier dans les économies en développement. Bien qu'elles puissent fournir des moyens de subsistance à de nombreuses personnes qui ne trouvent pas d'emploi dans le secteur formel, elles sont souvent associées à des conditions de travail précaires, un manque de protection sociale et des pratiques commerciales informelles qui peuvent exploiter les

⁷⁹ Kwemo Stéphanie, et al. (2012). *L'Ohada Et Le Secteur Informel : L'exemple Du Cameroun*. Larcier.

⁸⁰ Quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail. (1993). Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel. Genève : Bureau international du Travail.

⁸¹ Dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail. (2003) Directives concernant une définition statistique de l'emploi informel. Genève : Bureau international du Travail.

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Recommandation no 204 sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*, 2015, paragraphe 2.

travailleurs⁸⁵. Pour traiter cette question, l'OIT recommande diverses politiques et mesures, notamment la promotion de la formalisation des entreprises informelles, l'extension de la protection sociale aux travailleurs informels, la promotion du dialogue social et l'amélioration des conditions de travail. L'objectif est de favoriser une transition des entreprises informelles vers le secteur formel tout en garantissant des conditions de travail équitables et une protection sociale adéquate⁸⁶. Pour intégrer ces directives dans le système juridique de l'OHADA, il serait sans doute approprié d'adopter une approche intégrée favorisant la formalisation des entreprises informelles tout en assurant des conditions de travail décentes et une protection sociale adéquate pour les travailleurs. Cela pourrait impliquer l'alignement des lois et réglementations existantes sur les normes internationales de l'OIT, tout en adaptant les dispositions juridiques aux besoins spécifiques des économies membres de l'OHADA. Il est également essentiel d'impliquer les parties prenantes, y compris les gouvernements, les entreprises et les syndicats, dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de ces réformes juridiques pour garantir leur efficacité et leur acceptation par tous les acteurs concernés.

II- Politique de développement au Cameroun : Ses objectifs et son implémentation

Au Cameroun, la politique de développement revêt une importance capitale, car elle permet de guider les efforts nationaux vers une croissance économique durable et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Elle s'aligne entre autres de l'Agenda 2063⁸⁷, adopté par l'Union Africaine (UA) en 2015⁸⁸. Cet Agenda représente la feuille de route pour le développement à long terme du continent africain, avec une vision ambitieuse : faire de l'Afrique un continent prospère, intégré et influent à l'échelle mondiale d'ici 2063⁸⁹. Cette initiative met l'accent sur plusieurs domaines stratégiques tels que l'industrialisation, la création d'emplois, la gouvernance démocratique, et la promotion de la paix et de la sécurité⁹⁰. Pour réaliser ces objectifs, l'Agenda 2063 prône une approche mettant l'accent sur le renforcement de l'autonomie de l'Afrique, notamment en stimulant les investissements internes et en

⁸⁵ Bureau International du Travail, GB.298/ESP/4, 298e session, Conseil d'administration, Genève, mars 2007, Commission de l'emploi et de la politique sociale, Pour discussion et orientation, Quatrième question à l'ordre du jour : L'économie informelle.

⁸⁶ Organisation internationale du Travail (OIT), *Recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*, 2015

⁸⁷ Union Africaine. (2015). *Agenda 2063: The Africa We Want*

⁸⁸ Plan d'action d'Addis-Abeba (2015). *Le financement du développement durable*.

⁸⁹ Union Africaine. (2015). *Agenda 2063: The Africa We Want*

⁹⁰ *Ibid*

construisant une économie interconnectée⁹¹. Pour le Cameroun, Membre l'UA, l'Agenda 2063 guide les politiques nationales et régionales en matière de développement. Les « Cibles de l'Agenda 2063 » sont en ligne avec les aspirations du pays en matière de développement, avec une attention particulière à la modernisation des infrastructures, à l'industrialisation, et à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. En plus de l'agenda 2063, la politique s'aligne également sur l'Agenda 2030 des Nations Unies, proposant une feuille de route globale à travers les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)⁹². Celui-ci vise à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous. Le Cameroun, signataire de cet Agenda, a soumis des rapports d'Examen National Volontaire (VNR)⁹³ en 2019 et 2022 au Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies (HLPF), illustrant ses progrès et ses défis dans la mise en œuvre des ODD, en particulier l'ODD 17, portant sur les partenariats pour la réalisation des ODD, et l'ODD 16, relatif à la gouvernance, la transparence, la lutte contre la corruption et l'accès à la justice.

Nous aborderons ainsi deux aspects essentiels de la politique nationale de développement camerounaise : la Stratégie nationale de développement (SND 30) et les instruments juridiques nationaux régissant les investissements et les partenariats. Nous débiterons en examinant les politiques de développement mises en œuvre par le gouvernement camerounais. Nous mettrons en lumière les objectifs et les mécanismes de la Stratégie nationale de développement (SND 30) ainsi que de la Vision 2035. Nous nous concentrerons sur les initiatives et les objectifs stratégiques définis par le gouvernement pour promouvoir le développement économique et social du pays.

La SND 30, en particulier, constitue le principal cadre de planification pour orienter les politiques de développement du Cameroun à moyen terme. Nous examinerons ses orientations fondamentales, ses objectifs spécifiques et les mesures envisagées pour les atteindre. De plus, nous analyserons l'origine, les objectifs et les mécanismes de financement à long terme de la Vision 2035, une initiative visant à transformer structurellement l'économie camerounaise et à atteindre le statut de pays émergent d'ici 2035. Par la suite, nous nous attarderons sur les cadres juridiques régissant les investissements et les partenariats au Cameroun, en mettant en lumière leur évolution historique et leurs implications pour le développement économique du pays. Nous explorerons l'influence de l'histoire coloniale sur le cadre

⁹¹ *Ibid*

⁹² Agenda 2030 des Nations Unies : *Les ODD et le développement durable*.

⁹³ Rapport VNR 2022 du Cameroun, *High-Level Political Forum* (2022). Disponible sur : hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2021/24180CAMEROON_Rapport_VNR_0507_2019.pdf

juridique des investissements, en examinant les origines et les évolutions du Code des investissements camerounais. Enfin, nous analyserons le cadre juridique régissant les contrats de partenariat, notamment les partenariats public-privé (PPP) et le modèle Build-Operate-Transfer (BOT). Nous passerons en revue les dispositions légales et réglementaires encadrant ces partenariats et évaluerons leur rôle dans le développement économique du Cameroun.

1- Stratégie nationale de développement (SND30)

La Stratégie nationale de développement (SND 30) constitue un pilier central de la politique de développement du Cameroun. Elle incarne les aspirations et les objectifs à moyen terme du pays afin de stimuler la croissance économique et améliorer le bien-être social de ses citoyens. Nous tentons ici un examen des origines, orientations fondamentales ainsi que les objectifs clés de la SND 30, offrant ainsi un aperçu des priorités et des stratégies du gouvernement camerounais pour les années à venir.

5. A- Orientations fondamentales et objectifs de la stratégie nationale de développement (SND30)

De son indépendance à 1986, les plans de développement nationaux ont été établis sur une base quinquennale⁹⁴. Les cinq premiers plans ont certes été mis en œuvre, mais ils n'eurent qu'un impact mineur sur les conditions de vie des populations. Le sixième fut interrompu par la crise économique des années 80 qui dura près d'une décennie⁹⁵. Ensuite, le gouvernement produit en 2003 un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) à la suite des politiques d'ajustement structurel et de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE). Mais, suivant la troisième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM) en 2007⁹⁶, les points d'achèvement de l'initiative PPTE et son impact sur le taux de pauvreté furent jugés insatisfaisants, menant à la révision du Document de Stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP)⁹⁷. L'État entreprend alors en 2009 avec la collaboration de la communauté civile, du secteur privé et des partenaires de développement, la formulation d'une Vision à long terme pour le développement dans un horizon de 25-30 ans (Vision 2035)⁹⁸ Elle fut adoptée en 2009 avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) comme son instrument d'implémentation lors de la première phase s'étalant de 2010 à 2019. À la suite

⁹⁴ République du Cameroun, *SND 30 stratégie de développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif* (1ère édition (2020), p. 20.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ République du Cameroun, Institut national de la statistique, *Troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM III)*, DOCUMENT DE PROJET (septembre 2006).

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Cameroun, ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire. *Vision du Chef de l'État pour un Cameroun Émergent à l'horizon 2035*. En ligne: <https://minepat.gov.cm/fr/vision-horizon-2035>

de quoi elle fut remplacée par, la Stratégie nationale de Développement (SND 30) s'étalant sur la période de 2020- 2030⁹⁹. Ces objectifs reposent sur quatre piliers. Dans un premier temps, la transformation structurelle de l'économie nationale, le développement du capital humain, et du bien-être, la promotion de l'emploi et de l'insertion économique et enfin la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'État ¹⁰⁰. Dans le but de transformer structurellement son économie, la nation tente dans un premier temps de développer son secteur industriel, et s'oriente vers la promotion de l'industrie manufacturière et le rattrapage technologique afin de faciliter son insertion économique mondiale. La construction d'infrastructures de qualité, performantes et compétitives a été préconisée ¹⁰¹en vue de pallier les faibles capacités d'absorption et d'accumulation technologique, dues à un déficit d'infrastructures technologiques, d'infrastructures de qualité et de ressources humaines qualifiées et spécialisées¹⁰². Dans cette optique, l'introduction d'un cadre juridique attrayant constitue une étape importante.

6. B- Les origines, objectifs et financements à long terme de la Vision 2035

Selon le document de travail de la Vision 2035 publié en février 2009, la détermination des cibles de la vision s'est appuyée sur l'expérience de quatre pays, qui ont selon les autorités présentées à un moment de leur histoire une architecture économique analogue. L'Indonésie, La Malaisie, le Maroc, La Tunisie¹⁰³. La Vision qui en a découlé a retenu comme objectif principal de devenir un pays émergent à l'horizon 2035, en suivant les objectifs suivants :

OBJECTIFS GÉNÉRAUX OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
1- Éradiquer la pauvreté en la ramenant à un niveau résiduel socialement tolérable, c'est- à-dire à un taux de pauvreté monétaire inférieur à 10%	<ul style="list-style-type: none"> - Faire de la population un facteur effectif de développement - Promouvoir la création d'une masse critique d'emplois décents - Réduire les écarts entre riches et pauvres par

⁹⁹République du Cameroun, *SND 30 stratégie de développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif* (1ère édition (2020).p. 18.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*, p.9.

¹⁰² *Ibid.*, p.64.

¹⁰³ République du Cameroun, ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, secrétariat général, Division de prospective et de la planification stratégique. « Cameroun Vision 2035, document de Travail, février 2009. »

	<p>l'amélioration des systèmes de redistribution</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services de <p>Santé de qualité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la protection et la sécurité sociales - Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation
2- Devenir un pays à revenu intermédiaire avec un revenu moyen par tête supérieur à 3900 \$ (valeur de 2007) par une croissance forte et durable dont les fruits sont mieux repartis	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la productivité de l'économie, notamment en intensifiant les activités sylvo-agro pastorales et piscicoles ainsi que d'extraction minière, etc. - Intensifier les investissements dans les infrastructures et les secteurs productifs - Préserver la stabilité macroéconomique - Promouvoir la mutation et la professionnalisation des services - Promouvoir, vulgariser et valoriser les résultats de la recherche
3- Atteindre le stade de Nouveau Pays Industrialisé en améliorant le poids de l'industrie dans l'économie (notamment dans le PIB et les exportations)	<ul style="list-style-type: none"> - Développer un secteur manufacturier sain, compétitif et diversifié, capable d'inverser la structure du commerce extérieur (exportations et importations) - Collecter l'épargne, financer la croissance et le développement - Modifier la structure des échanges extérieurs et élargir les marchés - S'intégrer dans la sphère financière internationale et améliorer l'intermédiation bancaire
Renforcer l'unité nationale et consolider la démocratie en promouvant les idéaux de paix, de liberté, de justice, de progrès social et de solidarité nationale	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la solidarité nationale - Consolider l'État, garant de l'intérêt général - Promouvoir l'État de droit et la crédibilité du système judiciaire - Assurer une plus grande participation des populations - Consolider les libertés sociales (expression, association,) - Renforcer la sécurité des personnes et des biens - Affermir la décentralisation et le développement local

Source : République du Cameroun, ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, secrétariat général, Division de prospective et de la planification stratégique, *Cameroun Vision 2035, document de Travail*, février 2009.

Le pays est conscient de ses limitations financières, et base la construction massive d'infrastructures sur l'augmentation du volume des investissements. Le document de travail met en avant la faiblesse de l'investissement réduits à 17,8%¹⁰⁴ du PIB dans la période de 2003 à 2007 comme constituant une entrave majeure à la croissance et au développement à long terme du pays. Cela concerne autant les

¹⁰⁴ République du Cameroun, *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010 – 2019*, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), p. 10.

investissements privés que publics et ne permettrait pas au pays de tirer profit de sa position stratégique de carrefour naturel des échanges au fond du Golfe de Guinée, ouvert au monde et relié au reste de l'Afrique¹⁰⁵. Il mise sur la dynamisation de son secteur privé, à travers des investissements publics massifs pour le développement accéléré des infrastructures de technologie¹⁰⁶. Le secteur privé joue alors un rôle important dans le système économique national. Selon un rapport du PNUD de 2017, on peut constater une hausse des engagements du secteur privé d'environ 208,1 milliards de FCFA lié aux travaux reliés aux projets d'infrastructures structurantes¹⁰⁷. Les investissements des bailleurs de fonds internationaux occupent donc une place centrale dans la Vision. L'objectif est de bâtir la transformation structurelle de l'économie nationale en donnant un rôle prioritaire et central aux investissements étrangers. Cet état de fait, combiné à la prépondérance de contrats de type BOT, le place de facto dans une position subalterne, et de vulnérabilité lors de la conclusion d'accords bilatéraux.

La réalisation de la Vision 2035 se décline en trois phases¹⁰⁸ :

- La phase I (2010 à 2019) avec pour objectif global de moderniser l'économie et accélérer la croissance ;
- La phase II (2020-2027) dont l'objectif global est d'atteindre le niveau de pays à revenu intermédiaire (revenu/hab. compris entre 3 706 et 11 455 \$ en valeur de 2007) ;
- La phase III (2028-2035) avec pour objectif global de devenir un nouveau pays industrialisé et un pays émergent (en portant la part du secteur secondaire à plus de 40 % du PIB).

Son implémentation passe, bien entendu, par une série de réformes politiques et juridiques. Dans cet ordre d'idée, le législateur met en place un cadre juridique et institutionnel pour la réalisation de projets en partenariat public-privé (PPP). Il introduit ainsi en 2006 sa loi PPP, un régime fiscal spécifique lui étant applicable, parallèlement au code des marchés publics de 2004. Il a ainsi investi des sommes importantes afin de moderniser ses routes, ponts, ports et aéroports, ses réseaux de chemins de fer et de télécommunications, les Technologies de l'Information et de la Communication

¹⁰⁵ République du Cameroun, ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, secrétariat général, Division de prospective et de la planification stratégique. *Cameroun Vision 2035, document de travail, février 2009*. En ligne : <https://faolex.fao.org/docs/pdf/cmr145894.pdf>

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ OECD. « Cameroun. » In *Perspectives économiques en Afrique 2017: Entrepreneuriat et industrialisation*, OECD Publishing, Paris, 2017, p. 7. En ligne : <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/aeo2017-20-fr.pdf?expires=1679058928&id=id&accname=guest&checksum=7862549DED9811F2EDCCB79BA97E680F>. Consulté le 20 mars 2023.

¹⁰⁸ République du Cameroun, *SND 30 stratégie de développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif* (1ère édition (2020), p. 5.

(TIC), les interconnexions électriques et les pipelines¹⁰⁹. Selon le document, le manque d'accès de la population des infrastructures de qualité permet d'expliquer le retard social¹¹⁰. Ainsi, dans le cadre de la mise œuvre de la Vision, le pays fournit des efforts majeurs dans la construction et la densification des infrastructures de communication, énergétiques et de télécommunications ainsi que le développement des infrastructures et cela à travers le partenariat public privé par la promotion des contrats de types BOT. En 2009, il effectue une réforme de son système juridique, afin de mettre en place un cadre plus attractif pour l'investissement étranger. Il a alors pour objectif à long terme de développer ses différents domaines d'activités. Le SND 30 souligne cependant que, malgré la réalisation de plusieurs projets infrastructurels au cours des dix dernières années, d'importantes difficultés dans leur accès demeurent. Cette situation a plusieurs causes, notamment : la faible capacité de management des projets ; les lenteurs constatées dans le processus de libération des emprises et les modalités d'indemnisation et de recasement ; l'absence des études préalables des projets d'infrastructure ; la faible application des plans d'urbanisation des villes ; la faible intégration multimodale des projets ; la faible cohérence et l'insuffisance de coordination des interventions dans les différents projets ; l'inefficacité du système des marchés publics ; l'insuffisante valorisation de la sous-traitance ; et la recherche inopérante dans le secteur¹¹¹. En plus, le pays fait ainsi face à plusieurs autres défis majeurs dans la mise en œuvre de ces objectifs. La corruption, un problème structurel au Cameroun, reste un obstacle majeur à la réalisation des ODD, en particulier l'ODD 16, qui insiste sur la nécessité de renforcer les institutions, de garantir la transparence et de lutter contre la corruption. Le régime politique long de Paul Biya, au pouvoir depuis 1982¹¹², soulève des préoccupations sur la gouvernance, le respect des droits humains et la consolidation de la démocratie¹¹³. La longévité de son pouvoir, associée à une gouvernance centralisée et parfois opaque, a créé un environnement propice aux pratiques de corruption active et passive, limitant ainsi l'accès équitable aux ressources publiques et freinant l'efficacité des politiques publiques. Ces défis de gouvernance impactent directement la capacité du Cameroun à attirer des investissements étrangers durables et à mettre en place des partenariats solides qui bénéficient réellement à la population.

¹⁰⁹ *Ibid*

¹¹⁰ *Ibid*

¹¹¹ *Ibid*. p.64.

¹¹² Transparency International. (2019). *Corruption Perceptions Index*.

¹¹³ *Ibid*

2- Les instruments juridiques nationaux encadrant les investissements et le partenariat

Les instruments juridiques nationaux encadrant les investissements et le partenariat (PPP) se composent entre autres de la Charte des investissements¹¹⁴ ainsi que des règles encadrant la coentreprise. Il existe une multitude de lois et règlements qui légifèrent autant en matière d'investissement que de partenariats. En sus, il existe une multitude d'entités administratives et juridiques chargée du développement, de l'investissement et du partenariat¹¹⁵. Entités qui, dans bien des cas ne communiquent pas et agissent de façon indépendante les unes des autres¹¹⁶. Cela a pour effet de miner les objectifs définis et créer une cacophonie au sein des institutions de développements du pays. Ensuite, le défaut d'adaptation de la législation nationale à la suite de l'indépendance. Il devient important de regarder dans quelle mesure cela joue un rôle dans l'atteinte de ses objectifs et son influence a sur les relations avec les investisseurs étrangers

A- Les origines coloniales du Code des investissements camerounais

En parlant du cadre juridique des investissements, celui-ci est régi par plusieurs lois et règlements et a considérablement évolué depuis l'indépendance de 1961. Le premier code est le code des investissements de 1964, émanait de la Commission des Communautés européennes. Il s'agit alors d'un code hérité de l'Union douanière économique de l'Afrique centrale (UDEAC), avatar de l'ancienne AEF. Celui-ci était orienté vers le développement des PME. Il sera cependant abrogé en 1984 et remplacée par la *loi n°84/03 du 4 juillet 1984 portant Code des Investissements*, pour ensuite être remplacé en 1990 par l'*Ordonnance n° 90/007 du 08 novembre 1990 portant code des investissements du Cameroun*¹¹⁷ complété par le *décret no 91/214 du 02 mai 1991*¹¹⁸. La même année, le législateur camerounais va promulguer l'Ordonnance n° 90/001 du 29 janvier 1990 créant le régime de la zone franche au Cameroun (ZFIC). Elle a entre autres pour objectif de promouvoir de nouveaux investissements et amener les investisseurs à créer des entreprises industrielles au Cameroun ; elle doit faciliter le développement des exportations, améliorant ainsi la balance commerciale du pays. Sur le plan social, la ZFI doit créer de nouveaux emplois au Cameroun, et contribuer ainsi à diminuer le

¹¹⁴ Charte des investissements du Cameroun. Loi n° 2002/004 du 19 avril 2002, publiée dans le *Journal Officiel de la République du Cameroun*, numéro spécial du 20 avril 2002.

¹¹⁵ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale, « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012), en Ligne: https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun_-_environnement_de_linvestissement_privé.pdf, p. 28.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ Ordonnance n° 90/007 du 08 novembre 1990 portant code des investissements du Cameroun.

¹¹⁸ Décret n° 91/215 du 02 mai 1991 fixant les modalités d'application du code des investissements du Cameroun.

nombre de chômeurs en employant au moins 80 % de Camerounais par catégorie professionnelle dans les effectifs globaux des entreprises¹¹⁹.

Il est possible de constater un nombre impressionnant d'instruments juridiques encadrant les investissements camerounais. On peut énumérer de façon non exhaustive la *loi n°2002/004 du 19 avril 2002 modifiée par la loi no 2004 - 20 du 22 juillet 2004 portant charte des investissements de la République du Cameroun*¹²⁰, complétée en 2013 par la *loi portant incitations à l'investissement privé au Cameroun*. Celle-ci abroge toutes les lois ci-haut mentionnées. Elle définit le cadre de promotion des investissements conformément à la stratégie globale de développement qui vise l'amélioration, la pérennisation de la croissance, la création d'emplois dans tous les secteurs d'activités économiques et le bien-être social des populations. Elle définit également les rôles respectifs de l'État et du secteur privé en matière économique. L'année 2002 est marquée par une réforme fiscal-douanière initiée par l'UDEAC qui préconisait la libre circulation, des biens et services, sans contrainte douanières dans la sous-région de l'Afrique centrale¹²¹. Celle-ci agit en parallèle avec la loi n°2006/012 du décembre 2006 portant régime fiscal des contrats de partenariat public-privé. Il s'agit d'une loi qui offre des facilités fiscales aux entreprises dans le cadre de la réalisation de grands projets infrastructurels en partenariat avec une personne morale de droit public.

La loi du 18 Avril 2013 modifiée par la loi n°2017/015 du 12 juillet 2017 portant sur les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun, constitue une étape de plus dans la politique incitative de l'État. Cette loi a pour objectifs de favoriser, de promouvoir et d'attirer les investissements productifs en vue de développer des activités orientées vers la promotion d'une croissance économique forte, durable et partagée, ainsi que de l'emploi. Selon elle, l'investissement est un actif détenu et/ou acquis par un investisseur (entreprise, actions, parts de capital, obligations, créances monétaires, droits de propriété intellectuelle, droits au titre des contrats, droits conférés par la loi et les règlements, tout autre bien corporel ou incorporel, meuble ou immeuble, tous droits connexes de propriétés). Elle met en place de nouvelles formes d'incitations financières. Il s'agit par exemple d'une exonération de la TVA sur les crédits relatifs au programme d'investissement, exonération de la taxe foncière sur les immeubles bâtis ou non, faisant partie du site dédié à l'unité de transformation et de tous les prolongements immobiliers, aux entreprises exportatrices qui bénéficient de l'exonération du droit de

¹¹⁹ Ngo Balepa, Aurore Sara. « Le Régime De La Zone Franche Industrielle Au Cameroun (Zfic): Résultats Mitigés D'Une Stratégie D'Industrialisation » dans *Les Cahiers D'Outre-Mer* (2012), 339-369.

¹²⁰ Charte des investissements du Cameroun. Loi n° 2002/004 du 19 avril 2002, publiée dans le *Journal Officiel de la République du Cameroun*, numéro spécial du 20 avril 2002.

¹²¹ Memphil Ndi, Evelyne Patience, *Attractivité économique des investissements directs étrangers en zone CEMAC : harmonisation des instruments juridiques aux règles internationales*, Thèse de doctorat, Université Nice Sophia Antipolis, Nice, (2015). 1 pp. 118-119.

sortie sur les produits manufacturés localement, et du régime dit du perfectionnement actif¹²². De plus, l'investisseur bénéficie de la liberté de disposer de ses fonds et de ses dividendes à sa convenance, ainsi que de la possibilité de les rapatrier librement à l'étranger¹²³. Sa mise en application est cadrée par des instruments réglementaires, notamment :

- Arrêté N°00000366/MINFI/SG/DGI/DGD du 19 Novembre 2013 précisant les modalités de mise en œuvre des avantages fiscaux et douaniers de la loi n° 2013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun
- Arrêté N°004263/MINMIDT du 03 juillet 2014 fixant la composition du dossier d'agrément aux avantages prévus par la loi n° 2013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun.

Enfin, *la loi n° 2013/011 du 16 décembre 2013 régissant les zones économiques en République du Cameroun*. Elle fixe le cadre général de la création, de l'aménagement et la gestion des zones économiques. Elle constitue un outil d'incitation et/ou de promotion de l'investissement, des exportations, de la compétitivité, de l'emploi, de la croissance économique et de l'aménagement du territoire. La question est alors de savoir comment ce cadre juridique est-il mobilisé, et sert de fer de lance au développement national? Est-il mobilisé efficacement, et permet-il de réaliser les objectifs de développement énoncés dans la Vision 2035? Nous nous interrogeons alors sur la place de la Chine, en tant que premier partenaire et premier créancier du Cameroun. Nous tenterons ainsi de mettre en exergue la politique chinoise en Afrique ainsi que le cadre juridique dans lequel celle-ci évolue sur le continent en général et au Cameroun en particulier.

7. B- Cadre juridique des contrats de partenariats : Partenariat public privé (PPP) - *Build operate and transfer*.

La notion de PPP peut être envisagée au sens large ou dans son sens strict. Au sens large, il s'agirait de l'ensemble des accords par lesquels les acteurs privés se trouvent, d'une manière ou d'une autre, cet avantage est aussi accordé aux employés expatriés de l'investisseur¹²⁴. Au sens strict en revanche, il serait la collaboration de l'État ou de ses démembrements et des entreprises privées autour de projets

¹²² Article 16, Règlement n° 05/19-UEAC-010 A-CM-33 du 8 avril 2019 sur le Code des douanes du Cameroun, *Journal officiel de l'Union économique et monétaire de l'Afrique centrale (UEAC)*, édition du 8 avril 2019.

¹²³ *Ibid.* Article 18.

¹²⁴ Déom, Diane. « Les instruments du droit administratif à l'épreuve des partenariats public-privé (PPP). », In: Lombaert, Bruno (dir.), *Les partenariats public-privé: un défi pour le droit des services publics* (Actes de la journée d'études organisée le 19 novembre 2004 aux Facultés universitaires Saint-Louis), La Chartre: Bruges, 2005, pp. 189-230.

communs¹²⁵. Dans ce dernier cas, le PPP constituerait une forme plus poussée d'imbrication entre public et privé¹²⁶. Pour Gerrard, les PPP constituent une opération qui combine le déploiement des fonds du secteur privé, et parfois ceux du secteur public, afin d'améliorer les services publics ou de gérer les actifs du secteur public¹²⁷. Noël définit quant à lui le PPP comme une « *Technique d'ingénierie juridico-financière par laquelle une personne publique charge une entreprise privée de construire, financer et exploiter, en assumant certains risques et en percevant, de l'usager final ou de l'autorité publique, une rémunération liée à l'exploitation de cette infrastructure* »¹²⁸.

Avec le lancement en 2009 de sa stratégie horizon 2035 le Cameroun priorise les grands projets d'infrastructures et le développement des partenariats public privé. En concordance avec le DSCE le pays met en place un cadre juridique et institutionnel pour la réalisation des projets en partenariat public-privée, par la promotion des contrats de types *Build operate and transfert* reposant sur l'assistance technique d'investisseurs étrangers, majoritairement chinois. Afin de se montrer plus attractif auprès des partenaires étrangers, le pays met en place une réglementation sur les contrats de partenariat dans sa loi PPP de 2006, un régime fiscal spécifique leur est appliqué. Parallèlement, le code des marchés publics de 2004 s'applique aux délégations de service public. Sur le plan institutionnel, les contrats de partenariats sont sous la tutelle du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). L'Unité PPP est le Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (CARPA)¹²⁹. Le législateur camerounais définit le contrat de partenariat dans les articles 5 de la loi Loi N°2023/008 du 25 juillet 2023 fixant le régime général des contrats de partenariat public-privé. Ainsi : son article 5 définit le contrat de partenariat public-privé (PPP) comme un accord où l'État ou une personne morale, telle que spécifiée dans la loi, confie à une entité privée une mission globale pour une durée déterminée. Ce contrat inclut :

- **Construction, Transformation, Réhabilitation** : Réalisation des ouvrages ou équipements nécessaires au service public ou à une mission d'intérêt général.
- **Conception** : Possibilité de confier tout ou partie de la conception des projets.

¹²⁵ Chevallier, Jacques. (2007). « Les nouvelles frontières du service public ». In *Les partenariats public-privé (PPP) : un défi pour le droit des services publics*, vol 2, no 2, pp.14-24.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Gerrard, Michael B. (2001). « Public-Private Partnerships: what are public-private partnerships and how do they differ from privatizations? » in D. Grimsey and Mervyn K. Lewis, *The Economics of Public Private Partnerships*, Vol. 38, no. 3, p. 4.

¹²⁸ Noël, P.-E. (2004). « Le partenariat public-privé et le financement de projets d'infrastructures dans l'Union européenne ». In *Droit bancaire et financier au Luxembourg*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, pp. 884-885.

¹²⁹ Initiative France - Banque mondiale, « Initiative France - Banque mondiale pour la promotion des partenariats public-privé (PPP) dans les pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale », en ligne : <http://www.initiative-ppp-afrique.com/Afrique-zone-franc/Pays-de-la-zone-franc/Cameroun>.

- **Financement** : Couverture partielle ou totale du financement des projets.
- **Exploitation et Gestion** : Responsabilité de l'exploitation ou de la gestion des infrastructures.
- **Entretien et Maintenance** : Entretien et maintenance des ouvrages pendant la durée du contrat.

La durée du contrat peut être déterminée en fonction de l'amortissement des investissements ou des modalités de financement choisies.

L'État en s'appuyant sur les textes régissant le partenariat, justifié par des moyens financiers limités, met l'emphase sur la conclusion de contrat de types *Build operate transfert* afin de réaliser les objectifs infrastructurels de sa Vision 2035. Mais, comme le dit Trujillo et autre, dans le cas des économies émergentes, le manque de contrôle du secteur public, fait en sorte que le développement des infrastructures par le biais des programmes BOT constitue une réponse incorrecte à l'inefficacité du secteur public et aux limitations budgétaires¹³⁰. Ainsi, la formule BOT s'accorde dans ce cas aux dispositions de la Loi n° 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat. Elle a pour particularité la concentration de toute la responsabilité liée à la réalisation du projet. Ainsi comme énoncé dans son article 3 que le cocontractant de la personne publique assure la maîtrise d'ouvrage des travaux à réaliser. Il peut se voir confier tout ou partie de la conception des ouvrages. Cela implique le financement, la construction et l'exploitation de l'infrastructure. Comme le fait remarquer Fortin, les économies émergentes qui favorisent ce genre de contrats souffrent souvent d'un manque d'expertise juridique, comptable et technique, ainsi que de compétences en négociation, notamment avec de grandes entreprises aguerries dans ce domaine et dotées d'une multitude d'expertises et de ressources¹³¹. Le contrat qui constituait alors une alternative permettant de combler les manquements techniques et technologiques, peut se transformer en source de dépendance. Ainsi, l'objectif annoncé de combler le retard et l'absorption technologique ayant mené à la mise en place de ce cadre juridique, constitue en fin de compte un obstacle à l'atteinte desdits objectifs. Comme le mentionne Kamto¹³², la maîtrise technologique introduit une asymétrie entre les fournisseurs et les pays importateurs. Selon lui, on trouve d'un côté des opérateurs maîtrisant les techniques et de l'autre côté un gouvernement qui cherche à acquérir progressivement les connaissances. Cela introduit alors la dépendance fondée sur l'opposition centre-périphérie et l'introduction de nouveaux mécanismes

¹³⁰ Trujillo, José A., Cohen, R., Freixas, X., & Sheehy, R. « Infrastructure Financing with Unbundled Mechanisms » In *The Economics of Public Private Partnerships*, p. 259.

¹³¹ Fortin, Y. « La contractualisation dans le secteur public des pays industrialisés depuis 1980: hors du contrat point de salut? ». In Y. Fortin (dir.), *La contractualisation dans le secteur public des pays industrialisés depuis 1980*, p. 12.

¹³² Kamto, Maurice.(1987). « Transfert de technologie et perspectives internationales de développement en Afrique subsaharienne: quelques réflexions. » *Africa Development / Afrique et Développement*, vol. 12, no. 2, pp. 101–108.

dominance-dépendance.¹³³Dans le cas spécifique du Cameroun, déléguer la pleine gestion d'un projet à un partenaire privé, associée à une expertise limitée, dans un contexte où la technologie est un vecteur de pouvoir, crée une dépendance envers la technologie chinoise. Cette situation découle de la forte dépendance du Cameroun envers les financements chinois pour ses projets d'infrastructure, de la complexité des technologies impliquées et de la préférence des décideurs africains pour les équipements étrangers. Ces éléments ont conduit le Cameroun à privilégier la formule « clé en main » proposée par les contrats de type BOT¹³⁴. Cette formule, comme le mentionne Kamto, se caractérise par des coûts exorbitants, sans garantie de fonctionnement, avec des vecteurs technologiques et industriels faibles au niveau local, étant donné que le personnel local employé est peu qualifié, ou encore restreint à des postes subalternes¹³⁵. Cet état de fait, accompagné d'une absence de disposition juridique efficace assurant un transfert des connaissances, contribue à freiner l'atteinte des objectifs technologiques énoncés dans la Vision 2035. Le Cameroun ne semble pas avoir tiré les leçons des années précédentes. Bien que la Chine base sa politique dans la région sur un slogan gagnant-gagnant, la finalité avouée ou non des multinationales est de faire des profits et cela sans considération particulière pour les politiques et les intérêts camerounais. En citant Kamto, on peut prendre l'exemple de l'affaire *Klockner c/la République du Cameroun*¹³⁶. Dans ce cas après avoir vendu, « clé en main », à la Société Nationale d'Investissement du Cameroun (SNI), représentant les intérêts de l'État camerounais, une usine de fabrication d'engrais aux caractéristiques techniques défectueuses, pour le compte de la Société Camerounaise des Engrais (SOCAME), le Groupe allemand se défend en reprochant au gouvernement camerounais son manque de volonté politique ainsi que de n'avoir pas pris les dispositions qui s'imposent pour la réussite du projet, d'avoir envisagé le projet « essentiellement sous l'angle de l'indépendance économique nationale » et non « sous le seul aspect de sa rentabilité » ; il arguait enfin que les ministres camerounais signataires du contrat de transfert étaient suffisamment avisés de par leur formation pour n'avoir pas à se laisser induire en erreur¹³⁷. Il

¹³³ Amin, Samir .(1980). « Développement auto-centré, autonomie collective et nouvel ordre économique international. Quelques réflexions », in *L'Avenir industriel de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan-AC CT, p. 23.

¹³⁴ Kamto, Maurice. (1987). « Transfert de technologie et perspectives internationales de développement en Afrique subsaharienne: quelques réflexions. » *Africa Development / Afrique et Développement*, vol. 12, no. 2, pp. 113.

¹³⁵ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale, « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012), en ligne: <https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun - environnement de linvestissement prive.pdf> p. 29.

¹³⁶ *Klockner c/la République du Cameroun*. En ligne : <https://jsumundi.com/en/document/decision/fr-klockner-industrie-anlagen-gmbh-and-others-v-united-republic-of-cameroon-and-societe-camerounaise-des-engrais-sentence-friday-21st-october-1983>

¹³⁷ *Ibid.* 114

est certes possible d'argumenter les différences existantes entre ce cas et celui de la Chine, à travers ses entreprises d'État, notamment lorsqu'on parle du financement¹³⁸, il est cependant important de noter l'absence de transfert technologie de pointe, la perpétuation d'une asymétrie de rapports de pouvoir, due à l'écart technologique. Le fait que le Cameroun opte encore une fois pour la formule BOT témoigne des lacunes majeures dans la gouvernance, et on ne peut que se questionner sur l'efficacité et le bien-fondé des outils juridiques et administratifs mis en place afin d'atteindre les objectifs de la vision 2035. Parmi d'autres fléaux minant l'administration camerounaise et prévenant le transfert technologique, la corruption est un des plus probant¹³⁹. Ainsi, la propension des décideurs à se préoccuper de leurs intérêts, autant lors de la signature des contrats de partenariat que dans l'attribution des marchés, au détriment et malgré les lois mises en place, constitue un frein majeur à l'atteinte des objectifs de la Vision 2035. Ces dynamiques, les ingérences politiques et économiques incessantes des institutions politiques et économiques occidentales sous couvert du principe de la bonne gouvernance et de la démocratie ont favorisé l'incursion et l'enracinement de la Chine. Loin de se présenter en modèle moralisateur, il s'est construit l'image d'un partenaire de développement fiable, prônant la souveraineté étatique et prêt à investir et à aider ses voisins du Sud. Il devient alors pertinent de s'interroger sur les politiques chinoises au Cameroun en particulier le cadre juridique encadrant ce partenariat.

3. Section II : Le Partenariat Commercial Sino-Camerounais : Cadre Juridique, Défis et Solutions pour la Vision 2035

Le partenariat commercial entre la Chine et le Cameroun est encadré par plusieurs instruments juridiques et réglementaires, à la fois au niveau national et international. Au niveau national, le Cameroun a mis en place des lois et des réglementations visant à régir les relations commerciales avec les partenaires étrangers, y compris la Chine. Ces lois couvrent des domaines tels que les investissements étrangers, les contrats commerciaux, les normes commerciales et les litiges commerciaux. Nous explorerons certains aspects régissant la coopération sino-camerounaise, notamment son cadre juridique ainsi que les défis rencontrés et les solutions envisagées pour atteindre les objectifs ambitieux définis par la Vision 2035. Nous analyserons les dispositions légales et

¹³⁸ *Ibid.* [36]. Le financement de ces investissements est prévu de la manière suivante : Capital social : 1,488,000,000 F C.F.A. soit 18,600,000 D.M. Crédit à long terme : 3,187,200,000 F C.F.A. soit 39,840,000 D.M. Crédit à court terme sans intérêt pour 180 jours : 147,200,000 F C.F.A. soit 1,840,000 D.M. Total : 4,822,400,000 F C.F.A. soit 60,280,000 D.M.

¹³⁹ Ngimbong, Laurent-Roger. (2002). « La justice administrative à l'épreuve du phénomène de la corruption au Cameroun. » *Droit et société*, vol 51-52, no. 2-3, pp. 301-322.

réglementaires qui encadrent les relations commerciales entre les deux pays, mettant en évidence les accords, lois et mécanismes juridiques en vigueur pour mieux comprendre les modalités de partenariat et leurs implications sur le développement économique du Cameroun. De plus, nous examinerons les principaux défis et obstacles auxquels le Cameroun est confronté dans la réalisation de ses objectifs ambitieux énoncés dans la Vision 2035, tout en explorant différentes solutions proposées afin de surmonter ces obstacles et progresser vers la transformation économique et sociale souhaitée par le pays.

I- Le cadre juridique encadrant le partenariat commercial entre La Chine au Cameroun

En tant que principal partenaire économique, l'encadrement juridique des partenariats commerciaux entre la Chine et le Cameroun revêt une importance cruciale pour la réalisation des objectifs de développement du pays. Dans cette optique, le Traité bilatéral d'investissement (TBI) constitue un élément clé du cadre juridique régissant ces relations commerciales. Afin de comprendre pleinement le contexte et les implications du TBI entre la Chine et le Cameroun, il est essentiel d'examiner ses sources, ses objectifs et ses mécanismes juridiques. Ces éléments déterminent les droits et les obligations des parties, ainsi que les modalités de résolution des litiges qui peuvent survenir dans le cadre des investissements bilatéraux. Le cadre juridique de la coopération économique sino-camerounaise fournit le contexte dans lequel s'inscrit le TBI. Il établit les bases légales et réglementaires qui guident les relations commerciales entre les deux pays, en définissant les procédures et les conditions pour la conclusion et l'exécution des accords commerciaux et des projets d'investissement.

1- Traité bilatéral d'investissement (TBI)

Les raisons ayant rendu nécessaire un régime juridique particulier pour le droit des investissements sont les mêmes ayant rendu sa stabilisation difficile. La décolonisation ainsi que l'affirmation de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles ont contribué à la mise en place d'un climat défavorable aux investissements internationaux. Il s'agissait alors de mettre en place des mécanismes juridiques qui, tout en préservant la souveraineté étatique, permettaient de restaurer la confiance entre investisseurs étrangers et États hôtes. Bien que le droit des investissements se soit affirmé comme un droit conventionnel, à cause de l'incapacité des États à se mettre d'accord sur un régime universel l'encadrant, elle n'a acquis une forme acceptable que par l'intermédiaire du développement d'un

réseau de traités bilatéraux d'investissements fondés sur des modèles conventionnels.

8. A - Sources, objectifs et mécanismes juridiques des TBI

L'expression « traité » s'entend d'un accord international conclu par écrit entre États et régi par le droit international, qu'il soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et, quelle que soit sa dénomination particulière¹⁴⁰. Fondamentalement, les traités peuvent être divisés en trois catégories : bilatéral, multilatéral, plurilatéral. Des organisations internationales peuvent, dans certains cas, être signataires. La venue de l'ordre libéral international et de la mondialisation est marquée par la diffusion des Traités bilatéraux d'investissements (TBI), constituant une manifestation de la prédominance et de la diffusion du droit des investissements. Ce mouvement toucha l'ensemble des États y compris ceux se réclamant de l'idéologie communiste, tel que la Chine. Les TBI font leur apparition avec la signature du premier accord pour la promotion et la protection des investissements entre l'Allemagne et le Pakistan signé en 1959¹⁴¹. Bien qu'il s'agisse d'un traité au sens de la convention de Vienne¹⁴² l'accord vise avant tout la promotion et la protection des investissements. Même si, il est admis que la convention bilatérale d'investissement est un traité au sens classique, elle a certes pour vocation de régir les relations entre les États, mais sert également à définir les droits et obligations de l'investisseur et de l'État hôte de l'investissement. Ainsi, l'investisseur, auquel la personnalité juridique est traditionnellement niée, devient un sujet de droit, et est soumis à l'ordre juridique interne de l'État au sein duquel l'investissement est effectué. Il obtient des droits à travers ladite convention, celui en particulier d'accéder à un forum international en cas de litige avec l'État¹⁴³.

9. B- Cadre juridique de la coopération économique sino-camerounais

La coopération sino-camerounaise repose sur un cadre juridique constitué de plusieurs accords

¹⁴⁰ Convention de Vienne sur le droit des traités, 1969, art. 1.

¹⁴¹ Treaty for the Promotion and Protection of Investments, Pakistan et Federal Republic of Germany. Signed at Bonn, on 25 November 1959. En ligne: <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20457/volume-457-I-6575-French.pdf>.

¹⁴² « Selon l'article 2, paragraphe 1, a) de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, un traité est défini comme un accord international conclu par écrit entre États et régi par le droit international. »

¹⁴³ Sur la possibilité pour les individus de bénéficier de droits directs dans l'ordre juridique international, voir notamment l'avis de la CPIJ dans l'affaire Compétence des tribunaux de Dantzig (Réclamations pécuniaires des fonctionnaires ferroviaires dantziens passés au service polonais contre l'administration polonaise des chemins de fer), rendu le 3 mars 1928, publié dans le Recueil de la série B, numéro 15, page 5. Disponible en ligne: https://www.icj-cij.org/public/files/permanent-court-of-international-justice/serie_B/B_15/01_Compétence_des_tribunaux_d_e_Dantzig_Avis_consultatif.pdf; ainsi que la décision du CIRDI dans l'affaire Plama Consortium Ltd contre la République de Bulgarie (ARB/03/24), rendue le 8 février 2005, paragraphe 141. Disponible en ligne: <https://www.italaw.com/sites/default/files/case-documents/ita0669.pdf>.

bilatéraux. Celle-ci remonte à la période d'établissement des rapports diplomatiques entre les deux États, le 26 mars 1971. Les Forums de coopération Chine-Afrique ont exercé une influence certaine sur l'intensification des relations bilatérales entre Pékin et Yaoundé. Accords de prêts de coopération économique, technique et médicale, un protocole en matière de formation dans le domaine militaire, un accord relatif à la promotion et la protection des investissements signé en 1997 et ratifié par le Cameroun en 2014¹⁴⁴. Un Accord sur les consultations politiques entre les deux parties signées en juin 2000 et un portant sur une exemption réciproque de l'obligation de visa pour les détenteurs des passeports diplomatiques ou de services signés en date du 07 juillet 2016 à Yaoundé, ratifié par décret le 2017/131 du 18 avril 2017 et entrées en vigueur le 12 août 2017. Un des derniers accords en date est la signature le 13 janvier 2017 du protocole d'exécution de l'Accord culturel pour la période 2017-2020. Il s'est développé au fil du temps des programmes de développement basées sur la construction d'infrastructures, basé sur *l'accord de 1997 sur la promotion et la protection des investissements*. Tel que mentionné plus haut, afin d'atteindre ses objectifs, le Cameroun s'est doté en 2009 d'une Vision de développement à long terme, avec pour ambition d'être « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035 ». Cette stratégie repose sur l'augmentation substantielle du stock d'infrastructures afin de faciliter l'accès aux facteurs de production et baisser leurs coûts, permettre aux entreprises d'accroître leurs capacités de production et d'engendrer la croissance. L'accent a donc été mis sur la réalisation des grands projets structurants¹⁴⁵. En effet, tel que mentionné dans un rapport de l'*African Infrastructure country Diagnostic*¹⁴⁶(AICD), et de l'OCDE¹⁴⁷ l'Afrique en général et le Cameroun en particulier fait face à des besoins criants en matière d'infrastructures, minant ainsi son développement économique. Le paysage est ainsi empreint de la présence de plus en plus marquée des entreprises chinoises dans divers projets nationaux d'envergure, dans des domaines aussi divers que l'exploration pétrolière ou encore la construction d'infrastructures et financés en majorité par des investisseurs chinois¹⁴⁸. Selon un rapport émanant du Fonds Africain de développement, portant sur l'Environnement de l'investissement Privé au Cameroun datant de 2012, *Les engagements financiers de la Chine, en place ou en cours de finalisation, dépassent les 4 600*

¹⁴⁴ Accord relatif à la promotion et à la protection des investissements. Disponible en ligne: <https://edit.wti.org/document/show/9ae94ed8-ec33-480e-a3a7-f2bb14a12dc5>. Consulté le 30 novembre 2022.

¹⁴⁵ République du Cameroun, *SND 30 stratégie de développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif* (1ère édition (2020), p37.

¹⁴⁶ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale. « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012). En Ligne: https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun_-_environnement_de_linvestissement_privé.pdf.

¹⁴⁷ OECD/ACET, *Quality Infrastructure in 21st Century Africa: Prioritizing, Accelerating and Scaling up in the Context of Pida (2021-30)* (2020).

¹⁴⁸ Marais, Hannah, & Masego Ntsoane, *Africa Construction Trends Report 2021* (Johannesburg: Deloitte, 2022), en ligne : <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/energy-resources/za-African-Construction-Trends-2021-V8.pdf>.

milliards de FCFA, pour l'essentiel sous forme de prêts préférentiels et de crédits-acheteur¹⁴⁹. Un engagement financier centré principalement dans le domaine infrastructurel et pratiquement exempt de conditionnalités en rapport avec les ressources naturelles nationales¹⁵⁰. La présence de plus en plus marqué des entreprises chinoises dans paysage des affaires camerounais, les investissements massifs, nous poussent à nous interroger dans un premier sur la politique chinoise au Cameroun et, sur les mécanismes nationaux, encadrant ces investissements et le partenariat, ainsi que leur influence sur l'atteinte des objectifs de la Vision 2035.

2- L'augmentation significative de la présence des entreprises chinoises au Cameroun

Selon le dernier rapport du trésor français datant de 2018, 172 entreprises chinoises étaient installées au Cameroun, faisant de la Chine le pays ayant le plus d'entreprises implantées¹⁵¹. Les entreprises de construction représentent le fer de lance de cette offensive économique. On peut ainsi citer des entreprises telles que la China National Electric Engineering Corporation pour les barrages, China National Machinery and Equipment et Tianyuan Construction Group pour les stades, Sinohydro Corporation Limited, China Harbour Engineering Company, China Road and Bridge Corporation et China First Highway Engineering¹⁵². Selon De Prince Pokam, des responsables chinois expliquent cette pénétration du marché camerounais par la forte compétitivité-coût et les financements à taux avantageux accordés par les banques chinoises, conjugué au retrait des bailleurs de fonds traditionnels, notamment la France¹⁵³. En prenant l'exemple du port de Kribi, le directeur général du centre de gestion pour la région d'Afrique centrale de la China Harbour Engineering (CHEC), Xu Huanjiang, la justifie par le financement dont il a bénéficié. Il dévoile que sa société a obtenu le contrat de la construction du port de Kribi grâce aux prêts bonifiés de l'Exim Bank, avec un faible taux de 2 %. Avec ces prêts bonifiés, « le gouvernement veut soutenir les projets de construction afin de promouvoir la fabrication en Chine d'équipements et les exportations matérielles¹⁵⁴ ». Les autorités

¹⁴⁹ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale. « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012). En Ligne: https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun_-_environnement_de_linvestissement_privé.pdf.p13

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ DG Trésor. « La Chine, premier partenaire économique du Cameroun, est également son premier créancier. » En ligne. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2018/10/04/la-chine-premier-partenaire-economique-du-cameroun-est-egalement-son-premier-creancier>. Consulté le 25 novembre 2022.

¹⁵² De Prince Pokam, Hilaire.(2002). « De la rhétorique du gagnant-gagnant à la réalité: l'exemple de l'asymétrie des relations sino-camerounaises ». *Institut français des relations internationales. Centre Afrique subsaharienne*, p. 9. En ligne: https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pokam_cameroun_chine_juin2022.pdf.

¹⁵³ X. Huanjiang, «Le Cameroun est le plus grand bénéficiaire de la coopération pour développer un marché », *L'Observateur Économique du XXIe siècle*, 28 mars 2017, cité par Hilaire de Prince Pokam, p. 9.

¹⁵⁴ *Ibid.*

chinoises ont mis sur pied des mécanismes de financement et d'infiltration de marchés, avec pour objectifs de favoriser les entreprises nationales, autant sur le territoire national, qu'à l'étranger. Les politiques de prêts menées par l'Exim Bank ont ainsi joué un rôle majeur dans l'expansion des entreprises de construction au Cameroun. Comme le mentionne De Prince Pokam, Le port en eau profonde de Kribi a reçu un prêt bonifié de 497 millions de dollars pour sa phase I et de 794 millions de dollars pour sa phase II. La première partie de l'autoroute Yaoundé-Douala a été financée par un prêt préférentiel de 567 millions de dollars. L'Exim Bank a également soutenu plusieurs projets : un réseau de fibre optique de 3 200 km à hauteur de 85 % du coût total de 61,23 millions de dollars ; un projet d'alimentation en eau potable pour Yaoundé et ses environs, évalué à 704 millions de dollars et cofinancé à 85 % ; et le stade omnisports de Bafoussam, financé par un prêt préférentiel de 30 millions de dollars¹⁵⁵. On peut ainsi constater la polyvalence et l'importante présence des entreprises chinoises dans le domaine des infrastructures. Cependant, même si elle est principalement dans le domaine des travaux publics, elle ne néglige pas les autres secteurs. Elles ont des intérêts, et sont impliquées dans plusieurs secteurs d'activités. On parle alors de gains économiques multisectoriels.

10. A- La présence des entreprises chinoises dans plusieurs secteurs économiques au Cameroun

Dans le domaine des communications par exemple ZTE une entreprise d'État chinoise a ouverte en 2016 une succursale au Cameroun avec un capital de 480 millions de FCFA¹⁵⁶dénommée ZTE Cameroun Sarl. ZTE Cameroun Sarl est un joueur important dans le secteur des télécommunications camerounais. Il réalise entre autres la construction et de l'installation d'infrastructures télécoms, ainsi que leur réparation et leur maintenance ; l'importation et l'exportation de matériels ; les services de conseil aux entreprises télécoms ; la fabrication, l'échange, la vente et le montage d'infrastructures télécoms, etc.

À travers cette filiale, ZTE commercialise directement ses équipements sur le marché camerounais, une activité qui était jusqu'à présent assurée par la société Mitsumi Distribution, présentée comme l'un des principaux distributeurs de technologies de l'information et de la communication sur le continent africain. À travers cette filiale et à la suite d'un accord bilatéral, la filiale livre à la nation clé

¹⁵⁵ Hilaire de Prince Pokam, *Op. cit.*, p. 10.

¹⁵⁶ « Chinese company ZTE opens a branch in Cameroon, with a capital of FCfa 480 million, » *Business in Cameroun*, (Mardi 26 April 2016), en ligne: <https://www.businessincameroun.com/telecom/2604-6169-chinese-company-zte-opens-a-branch-in-cameroon-with-a-capital-of-fcfa-480-million>. Consulté le 15 décembre 2022.

en main des infrastructures de communication¹⁵⁷. Ainsi, la compagnie a remporté en 2013 le contrat de mise en œuvre d'un plan national de télécommunications d'urgence lié aux administrations camerounaises en charge de la gestion des catastrophes naturelles (RTNU). Ce contrat a donné lieu à des contestations de la part d'autres entreprises concurrentes, qui ont jugé l'offre financière faite par ZTE trop élevée. Les conditions d'implémentation du projet et de son attribution font l'objet de contestation de nombreux joueurs continentaux. En effet, la réalisation du RTNU fait suite à une visite du président Camerounais Paul Biya en Chine en juillet 2011 afin de répondre aux catastrophes et autres situations d'urgence à travers l'introduction d'un dispositif de communication adéquat. Visite à la suite de laquelle un contrat commercial est signé le 21 décembre 2012, avec l'entreprise ZTE Corporation. Signature contestée et contestable dans la mesure où le financement émanant d'un bailleur de fonds chinois fait pencher la balance et favorise de manière évidente l'entreprise. En effet, selon un article de l'agence Ecofin datant du 22 juillet 2022, une convention de financement d'un montant partiel de 77,7 milliards FCFA, a été signée le 29 octobre 2013, entre le ministère chargé de l'Économie et la banque d'export-import de Chine (Eximbank-Chine). La signature, le 5 janvier 2017, du marché de réalisation avec l'entreprise chinoise ZTE consacre le démarrage effectif des travaux.

Ensuite, le Cameroun reçoit un système de communication dit clé en main, sans indication de la participation technique du personnel camerounais. Le pays compte parmi ses objectifs, la construction d'infrastructures et le développement technique. Nous pouvons cependant constater à travers le cas ZTE le laxisme et la non-application des politiques et de la loi camerounaise. Le transfert de technologie est inexistant dans les pratiques et les façons de faire sur le territoire. Le cas de la construction du réseau RTNU n'est pas un cas isolé. Il a été observé que le personnel national n'occupe que des postes subalternes et sont souvent écartés lors de la phase de construction d'infrastructures, créant ainsi une dépendance. Les autorités nationales se voient ainsi dans l'obligation de recourir au matériel et personnel chinois en cas de bris d'équipement.

On peut également constater l'enracinement des entreprises chinoises dans le domaine de l'agriculture. Cela est le cas de l'entreprise publique chinoise Sinochem, à travers la GMG International Cameroon. Elle possède la majeure partie des actions de deux filiales - Hevecam S.A. (90 %) et Sud Cameroun Hévéa S.A. (80 %). Elle occupe une superficie totale estimée à 105 000 hectares, destinée à la culture

¹⁵⁷ « Cameroun : ZTE livre à l'État un nouveau réseau télécom sécurisé à plus de 77 milliards FCFA, » *Agence cofin*, (17 juillet 2022).

de l'hévéa¹⁵⁸. Nous avons également la joint-venture sino-camerounaise, Sino Cam Iko qui est une coopération entre Shaanxi Overseas Investment and Development Co Ltd, une entreprise d'état chinoise et une société à numéro camerounaise (1140). Elle devrait exploiter 10 000 hectares de terres forestières pour la culture du riz, de manioc, de maïs et d'autres produits agricoles sur trois sites différents¹⁵⁹.

11. B- La prépondérance des entreprises chinoises dans le domaine infrastructurel

La présence des entreprises chinoises au Cameroun se fait principalement dans le domaine de la réalisation des grands ouvrages. De façon non exhaustive, nous avons des réalisations tels que le palais des Congrès de Yaoundé, le barrage hydroélectrique de Lagdo, le port de Kribi, etc.¹⁶⁰. À partir de 2012, le gouvernement camerounais s'est engagé dans la construction d'infrastructures publiques dites structurantes avec l'appui de la Chine. Parmi les chantiers les plus visibles et peut-être les plus utiles, on peut notamment mentionner: le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et de ses environs à partir du fleuve Sanaga (PAEPYS). Conçu pour produire 300 000 mètres cubes par jour, ce projet a pour objectifs de résoudre le problème de l'insuffisance de l'approvisionnement en eau potable de la capitale. Afin de développer son système hydroélectrique, et de réduire le déficit énergétique, des entreprises chinoises sont chargées de bâtir des barrages. Nous avons assisté dans les dernières années par exemple à la construction du barrage de Memve'ele par Sinohydro, le barrage de Mekin par la China National Electric Engineering Corporation, etc. Les travaux de Sinomach sont en cours depuis janvier 2017 et cette société chinoise a procédé à l'aménagement de 145 forages d'eau potable à motricité humaine¹⁶¹.

Dans le domaine des infrastructures de transport, le gouvernement a confié la création d'un nouveau port en eau profonde à Kribi à la China Harbour Engineering Company et a obtenu des financements chinois pour l'amélioration du réseau routier. Ainsi, l'autoroute Yaoundé- Douala est en cours de

¹⁵⁸ « Hévecam va créer plus de 8 000 emplois supplémentaires grâce à son projet d'extension, » *Investir au Cameroun*, jeudi 02 mai 2013, [En ligne](#). Consulté le 17 décembre 2022. Concernant les hectares alloués :

- 2000 ha à Nanga-Eboko (170 km de Yaoundé)
- 4000 ha à Ndjoré (100 km de Yaoundé)
- 4000 ha à Santchou (dans la région de l'Ouest).

¹⁵⁹ Concernant les hectares alloués :

- 2000 ha à Nanga-Eboko (170 km de Yaoundé)
- 4000 ha à Ndjoré (100 km de Yaoundé)
- 4000 ha à Santchou (dans la région de l'Ouest).

¹⁶⁰ Tedié, Joachim. (2014). « Coopération Chine-Afrique: Impact sur les infrastructures du Cameroun. Paris: L'Harmattan.

¹⁶¹ Hilaire de Prince Pokam. « De la rhétorique du gagnant-gagnant à la réalité: l'exemple de l'asymétrie des relations sino-camerounaises ». Institut français des relations internationales. Centre Afrique subsaharienne. Juin 2022, p. 14. En ligne: https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pokam_cameroun_chine_juin2022.pdf.

construction par la société chinoise China First Highway Engineering et l'autoroute Kribi-Lolabé par China Harbour Engineering Company. Projets qui sont minés par les capacités financières réduite, et les limitations techniques des autorités camerounaises. Selon un article datant du 21 août 2022 de Paul Tjeg¹⁶² 8 ans après le début des travaux, 60 km sur les 196 km de l'autoroute ont été complété.

La Chine, premier partenaire économique du Cameroun, est également son premier créancier, et cela depuis le lancement, en 2012, de grands projets d'infrastructures dits structurants. Selon le ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), le montant des financements chinois a atteint 3 282 milliards de FCFA entre 2007 et 2017. Cela fait de la RPC le premier bailleur de fonds du pays. Ce montant se répartit en 459 milliards de FCFA de prêts concessionnels, 1 092 milliards de FCFA de prêts commerciaux, et 1 732 milliards de FCFA (3 millions de dollars) de prêts à taux préférentiels¹⁶³. Des prêts préférentiels sont octroyés à un taux d'intérêt de 2 % sur une période de 20 ans, un différé d'amortissement de sept ans, ou de crédits-acheteurs crédits accordés dans des délais réduits et comportant moins de conditionnalités que les bailleurs traditionnels¹⁶⁴. Un autre avantage se trouve dans les remboursements, qui peuvent s'effectuer par des ressources minières et sylvicoles¹⁶⁵. Il est cependant important de noter que les incapacités financières et techniques poussent la nation à employer la formule clé en main. Ainsi, on peut qualifier ces financements d'aide liée dans la mesure où les entreprises chinoises en sortent les grandes gagnantes. Celle qui exécute le projet, le fait avec des équipements, du matériel et même de la main-d'œuvre importée de Chine¹⁶⁶.

Tous ces financements participent à l'accroissement de l'endettement et à la dépendance du Cameroun « sans apporter des gages d'une rentabilité à terme¹⁶⁷ ». Selon les statistiques publiées par la Banque africaine de développement dans son rapport de 2021 sur les perspectives économiques de l'Afrique, le niveau de la dette publique du Cameroun est alarmant. En tant que pays bénéficiaire de l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE), le Cameroun est certes parvenu à réduire sa dette publique en 2006, mais s'est réendetté rapidement. La dette publique est passé de 12 % du produit intérieur brut en 2007

¹⁶² Paul Tjeg, « Autoroute Yaoundé-Douala: Toujours pas de prestataire pour la seconde phase du projet », *Ecomatin* (Yaoundé), 21 août 2022, [En ligne] (https://ecomatin.net/autoroute_yaounde-douala-toujours-pas-de-prestataire-pour-la-seconde-phase-du-projet/). Consulté le 10 décembre 2022.

¹⁶³ DG Trésor, Op cit.

¹⁶⁴ WA. Mala et J. Mougou, « État des lieux et problématique des investissements chinois affectant l'utilisation des terres forestières au Cameroun », *rapport d'étude*, (septembre 2015), p. 33.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ J.-C. Berthélemy, « La présence de la Chine et l'efficacité de l'aide chinoise en Afrique », in R. Schiere, L. Ndikumana et P. Walkenhorst II (dir.), *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement?* Groupe de la Banque africaine de développement, 2011.

¹⁶⁷ G. Amougou et RF. Bobo Bobo, « Ambition développementaliste, État stationnaire et extraversion au Cameroun de Paul Biya. Le projet de construction du port autonome de Kribi », *Politique Africaine*, vol. 2, n° 150, 2018.

à 45,8 % en septembre 2020 selon la Caisse autonome d'Amortissement, l'organisme chargé de la gestion de la dette publique¹⁶⁸. À elle seule, la RPC détient 61,3 % de la dette bilatérale du Cameroun, soit 27,4 % de sa dette totale¹⁶⁹. Elle se chiffrait à 10 164 milliards de FCFA (environ 18 millions de dollars) au 30 septembre 2020. Le surendettement national a pour conséquence de réduire les efforts de reprise économique et la réalisation des grands projets structurants envisagés dans sa nouvelle Stratégie nationale de développement 2020–2030. Fort de ce lourd endettement vis-à-vis de la Chine, le pays apparaît sur la liste des pays « actuellement en situation de surendettement ou jugés à haut risque de surendettement », qui sont « fortement exposés aux prêts chinois¹⁷⁰ », selon l'institution financière panafricaine¹⁷¹. L'Exim-Bank a en juillet 2019 accepté de restructurer la dette camerounaise. Selon le ministère camerounais de l'économie, l'institution a accepté de rééchelonner 70 % de la somme (intérêts non compris) que devrait lui rembourser le Cameroun sur la période allant de juillet 2019 à mars 2022¹⁷².

Cet état de fait crée un déséquilibre dans les relations sino-camerounaises, à la faveur du premier. Cela se manifeste notamment par le succès mitigé des entreprises camerounaises dans le domaine de la construction. Ainsi, les entreprises nationales ont un accès limité aux activités de sous-traitance sur les chantiers chinois. Elles sont certes impliquées dans la construction d'infrastructures, mais uniquement à un niveau subalterne. Elles sont impliquées uniquement dans le contrôle de la qualité des matériaux utilisés et la surveillance du déroulement des opérations sur le terrain. Ainsi, loin de bénéficier de marchés de sous-traitance, elles ne tirent aucun avantage de l'afflux des entreprises chinoises et les perçoivent plutôt comme une concurrence déloyale¹⁷³. La place subalterne qu'occupent les entreprises locales dans le processus de construction des infrastructures, a un effet direct sur le faible transfert de compétence entre les deux pôles. Ainsi, l'asymétrie des rapports, la formule facile de clé en mains préconisée par les autorités camerounaise à travers la conclusion de contrats de type BOT, et faute de ressources financières font en sorte que les sociétés chinoises font appels à des ingénieurs et personnels spécialisés importés de Chine pour la construction et la maintenance des projets infrastructurels. Par exemple, La maintenance du Palais des Congrès et des Sports de Yaoundé

¹⁶⁸ « Investir au Cameroun », *BAD, African Economic Outlook*, 2021.

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ « Les prêts chinois pour l'Afrique ont fortement augmenté, mais une grande partie n'est pas transparente », (BAD), *Agence Coffin*, 29 mars 2021, disponible sur [lien](#). Consulté le 19 décembre 2022.

¹⁷¹ On trouve également dans cette catégorie Djibouti, l'Angola, la République du Congo, l'Éthiopie, le Kenya et la Zambie.

¹⁷² *Investir au Cameroun*, BAD, op. Cit.

¹⁷³ WA Mala, WA., & J.Mougou, Op, Cit.

continue d'être assurée par des techniciens chinois depuis sa construction¹⁷⁴. Les investissements chinois ont alors un impact mitigé sur le marché local de l'emploi et ne semblent pas apporter un avantage économique direct aux entreprises locales spécialisées. Ainsi, bien que les entreprises chinoises recrutent une importante main d'œuvre locale, ceux-ci restent absentes des fonctions spécialisées et d'encadrements. Les conditions de travail et leurs droits sociaux sont rarement reconnus (sous-payés, non-reconnaissance des syndicats, licenciements abusifs, etc.). Les mauvaises conditions de travail donnent lieu à de nombreux conflits, voire des violences¹⁷⁵. Ainsi le 10 juin 2021 à Kana¹⁷⁶, dans l'arrondissement de Ketta, le responsable de la China Mining, société d'exploitation minière, a tiré à bout portant sur l'un de ses anciens employés, M. Boutil Rostand. Il est évident que certains acteurs haut placés de l'État camerounais sont bénéficiaires des investissements massifs de la RPC, lui conférant ainsi les apparences d'un État émergent. L'endettement en résultant risque sur le long terme de miner les objectifs de la Vision 2035. Cet état de fait s'explique par la pluralité des ressources stratégiques déployées par l'État chinois, et la cohérence de ses politiques d'investissements, alors que du côté camerounais, on peut constater l'absence d'une stratégie cohérente orchestrée et impulsée par l'État. Cela rend de facto les relations sino-camerounaises asymétriques, on ne peut donc véritablement pas parler de relation gagnant-gagnant. Selon de Prince Pokam, elles ne pourraient le devenir qu'à deux conditions. Dans un premier temps, les acteurs camerounais, et surtout l'État, doivent avoir des objectifs clairs et précis; et l'État camerounais doit prendre en compte les intérêts d'autres acteurs nationaux (commerçants, industriels, pêcheurs, communautés forestières, etc.) qui sont très souvent hors du système. Il souligne le fait que les critiques du partenariat sino-camerounais émanent surtout des couches sociales défavorisées et non des élites. Il revient alors à l'État de mettre en place des moyens efficaces, de faire prévaloir les intérêts des classes défavorisées. De les impliquer dans la roue économique pour qu'elles puissent en profiter. Comme le dit Tshiyembé: « La balle est dans le camp des États africains, à qui incombe le devoir de défendre et faire prévaloir leurs intérêts légitimes, afin que le slogan de la diplomatie chinoise « coopération gagnant-gagnant » soit avantageux pour les deux parties. »

¹⁷⁴De Prince Pokam.(2022). « De la rhétorique du gagnant-gagnant à la réalité: l'exemple de l'asymétrie des relations sino-camerounaises ». *Institut français des relations internationales. Centre Afrique subsaharienne*, p.22. En ligne: https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pokam_cameroun_chine_juin2022.pdf

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ Happi, Christian. « Exploitation minière : un chinois tire à bout portant sur un des ex-employés camerounais ». *Actu Cameroun*, (11 Juin 2021).

II- Obstacles et pistes de solutions permettant d'atteindre les objectifs de la Vision 2035

L'une des composantes essentielles afin de favoriser le développement économique d'un pays est un cadre normatif solide et cohérent régissant les investissements directs. Cependant, au Cameroun, cette cohérence peut souvent faire défaut, constituant des obstacles à la réalisation de la Vision 2035. Cette section se concentrera sur deux aspects cruciaux pour l'amélioration de l'environnement des affaires au Cameroun : tout d'abord, l'examen de l'incohérence du cadre normatif entourant les investissements directs, et ensuite, l'exploration des pistes de solutions potentielles afin améliorer cet environnement. Ainsi, En analysant le cadre normatif en place, nous mettrons en lumière les obstacles et les défis auxquels sont confrontés les investisseurs nationaux et étrangers dans le pays. Nous examinerons également la pertinence de l'Afrikapitalism, une idéologie économique qui promeut l'investissement privé dans des initiatives ayant un impact social en Afrique. En intégrant les valeurs et les besoins spécifiques du contexte social africain dans les stratégies économiques, cette approche pourrait offrir des perspectives nouvelles et durables pour le développement des affaires au Cameroun.

1. L'incohérence du cadre normatif des investissements directs au Cameroun

Ces dernières années, le Cameroun a développé plusieurs initiatives pour attirer les investissements privés et améliorer l'environnement des affaires. Le pays a créé diverses institutions pour réguler et encourager l'investissement, telles que les Centres de formalités de création des entreprises (CFCE), l'Agence de promotion des investissements (API), et le Conseil d'appui à la réalisation de contrats de partenariat (CARPA). Malgré ces efforts, il manque une stratégie harmonisée et cohérente dans l'application de ces institutions, ce qui freine l'atteinte des objectifs de la Vision 2035. Le Cameroun a également réformé des textes et institutions, notamment les douanes et les impôts, dans le cadre du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) pour améliorer le climat des affaires.¹⁷⁷.

12. A -Les Centres de formalités de création des entreprises (CFCE)

Les CFCE jouent le rôle de guichet unique dans la création des entreprises. Ils sont placés sous l'autorité du ministère des PME, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (MINPEESA). Ils ont trois missions principales : la facilitation de la création d'entreprises, l'assistance dans la transformation des

¹⁷⁷ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale. « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012). En Ligne: [https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun - environnement de linvestissement privé.pdf](https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun_-_environnement_de_linvestissement_privé.pdf) p. 19.

activités des entreprises, et l'accompagnement administratif dans la cessation d'activités¹⁷⁸. Leurs activités sont cependant limitées à la seule création de nouvelles entreprises. Il en existe actuellement huit sur le territoire national, Douala, Yaoundé, Bafoussam, Garoua, Maroua, Bamenda, Ebolowa et Limbé avec une coordination nationale. Les résultats sont cependant décevants. Au-delà de la lenteur et la lourdeur et la non-harmonisation des procédures entre les différents CFCE, les moyens et capacités matériels à disposition restent limités. Lors de sa session de mars 2012, le Cameroon Business Forum (CBF) a entre autres recommandé l'allègement de la documentation requise. Les CFCE ont également été invités à se doter d'un manuel commun de procédures et d'un guide unique de l'utilisateur, en vue de l'harmonisation des procédures et de l'élaboration du cahier des charges pour la rationalisation et l'informatisation des procédures.

13. Agence de promotion des investissements (API)

Il s'agit d'une institution établie conformément à l'article 25 de la Loi n° 2002/004 du 19 avril 2002, portant Charte des investissements en République du Cameroun. L'Agence de Promotion des Investissements (API) a été instituée par décret présidentiel le 17 septembre 2005. Cependant, elle n'est entrée en phase opérationnelle qu'en janvier 2010, avec la nomination de ses principaux responsables et la mise en place de son conseil d'administration composé de 12 membres représentant diverses administrations, la société civile et le secteur privé.¹⁷⁹ En tant que structure chargée de la promotion et de facilitation des investissements et des exportations¹⁸⁰, l'agence s'occupe de l'accueil, l'assistance et de l'orientation des investisseurs étrangers et nationaux dans la mise sur pied de leurs projets. Elle est principalement chargée de l'implémentation d'une banque de données sur les projets ainsi que de leur diffusion. Elle est également appelée à jouer un rôle actif dans l'élaboration de la politique gouvernementale en matière d'incitations. L'API est supposée jouer le rôle de première agence d'exécution des dispositions contenues dans la Charte des investissements promulguées en 2002. À cet effet, une plateforme de concertation avec le secteur privé, les administrations concernées et les représentants de la société civile a été créée, et certaines ambassades du Cameroun disposent également de représentants au sein de l'API¹⁸¹. Son action est cependant limitée par le manque de

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 20.

¹⁸⁰ République du Cameroun. *Chapitre 3 de la loi n° 2002/004 du 19 avril 2002 portant Charte des investissements en République du Cameroun.*

¹⁸¹ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale. « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012). En Ligne: [https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun - environnement de linvestissement privé.pdf](https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun_-_environnement_de_linvestissement_privé.pdf), p. 20.

ressources et l'absence de textes d'application de la Charte des investissements. En plus, ses prérogatives continuent d'être exercées par diverses instances nationales et locales préexistantes, notamment les ministères des Finances et du Commerce¹⁸². L'absence de clarification des missions des différents départements et la faible coordination, rend plus difficile pour cette structure de jouer un rôle aussi actif que celui d'entités africaines équivalentes.¹⁸³ Elle souffre également de la non-finalisation et publication des textes d'applications, menant au non-respect des dispositions prévues par celle-ci. Ainsi selon le rapport sur l'environnement de l'investissement privé au Cameroun, sous le régime de la déclaration, un investisseur devrait pouvoir commencer ses activités sous 48 heures après le dépôt du dossier auprès du guichet unique, mais cela ne se passe pas toujours ainsi. La Charte stipule que le régime de l'agrément doit être accordé dans un délai maximal de quinze jours ouvrables après dépôt du dossier complet. En cas de retard, l'agrément est automatiquement attribué si l'investisseur entame une procédure de régularisation. Cependant, cette procédure n'est pas encore en place. De plus, les codes sectoriels nécessaires à la Charte, y compris pour des secteurs clés comme l'agriculture, n'ont pas encore été élaborés, souvent en raison du besoin d'adopter des politiques sectorielles spécifiques.

Ainsi, la non-adoption des codes sectoriels prévue aux articles 18, 20, 22, 38, 43(2), 43(4), 43(5) rend la Charte des investissements de 2002 vide. Les dispositions de l'article 43 al 1 abrogent *l'ordonnance n°90-001 du 29 janvier 1990 créant le régime de la zone franche au Cameroun*, et *l'ordonnance n°90-007 du 8 novembre 1990 portant Code des investissements au Cameroun*. Le deuxième alinéa de cet article énonce un délai de 5 ans pour l'implémentation des textes réglementaires relatifs à l'organisation, à la composition et au fonctionnement des institutions prévues dans la charte et cela à compter de sa date de promulgation. Mais, les dispositions de l'alinéa 4 rendent la mise en application des codes sectoriels tributaires de l'introduction des codes sectoriels. Ainsi selon, l'article 43 al 4, durant la période transitoire de cinq ans visés à son deuxième alinéa 2, ses institutions et régimes restent en vigueur jusqu'à la mise en place de nouvelles institutions et des Codes sectoriels. En définitive, la non-promulgation des codes sectoriels, plus de 5 ans après crée un vide juridique. Pour certaines dispositions, le législateur doit encore se référer à certaines dispositions de la loi du 8 novembre 1990.

14. C- Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (CARPA)

Le Cameroun a institué le Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (CARPA) dans le

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ *Ibid.*

cadre de la promotion du partenariat public-privé (PPP), principalement dans le domaine des infrastructures et, en vue d'attirer les investisseurs vers des projets d'intérêt public ou d'intérêt national. Il est créé par l'article 7 de la loi n° 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat, le décret n°2008/035 du 23 janvier 2008 modifié et complété par décret n°2012/148 du 21 mars 2012¹⁸⁴. Placé sous la tutelle du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, il a pour mission principale de contribuer par son expertise, à la création, au renouvellement des infrastructures et équipements publics, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité du secteur public dans le cadre des projets de grande envergure technique et financière à réaliser à travers un contrat de partenariat¹⁸⁵. Il est chargé, entre autres, de l'évaluation de la faisabilité des projets publics en contrat de partenariat ; participe à la sélection du cocontractant de la personne publique ; ainsi qu'aux négociations, au contrôle et au suivi de l'exécution des contrats de partenariat¹⁸⁶. Il est chargé de donner un avis de faisabilité pour chaque projet de PPP. Les avis et procès-verbaux des délibérations du Comité d'orientation sont transmis au premier ministre qui dispose du pouvoir final de décision¹⁸⁷. Cependant, en réalité, le CARPA continue d'être ignoré. Cela s'explique entre autres par le manque de clarification de ses prérogatives. Ainsi, tout comme l'API, il souffre d'un manque de positionnement institutionnel. Il serait important de clarifier les prérogatives des autres organes de l'État ayant des fonctions similaires. Pour être efficace dans son rôle de coordination des projets, le CARPA se doit d'avoir une plus forte présence institutionnelle au sein de l'appareil étatique. Pour l'instant, les décisions concernant les projets infrastructurels relèvent encore de la juridiction du ministère concerné, sans aucune vision d'ensemble des besoins en la matière. Cela a pour conséquence de mettre à mal les efforts d'harmonisation en matière d'investissements. En définitive, un obstacle important à la réalisation des objectifs de la Vision 2035 réside dans la méconnaissance, la multitude et le chevauchement des prérogatives des organes juridiques et bureaucratiques de l'État. Nous pouvons ainsi prendre pour exemple les textes réglementaires introduisant le régime dérogatoire aux dispositions fiscales restent méconnus, créant une certaine insécurité fiscale. Les nombreux changements qui interviennent dans les lois, ainsi que l'existence de

¹⁸⁴ Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA). « Présentation du CARPA », en ligne: <https://www.ppp-cameroun.cm/a-propos/presentation-du-carpa/>. Consulté le 10 décembre 2022.

¹⁸⁵ Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA), Missions. », en ligne: <https://www.ppp-cameroun.cm/#>.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale. « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012). En Ligne: <https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun - environnement de linvestissement prive.pdf>, p. 21.

multiples textes de référence non concordants, voire contradictoires, se prêtant à diverses interprétations au moment de leur mise en œuvre place les entreprises locales dans un état de vulnérabilité¹⁸⁸. En prenant l'exemple des codes sectoriels ci haut mentionnés, dans bien des cas les textes d'application n'existent pas. Ensuite, selon un rapport du groupe de la Banque africaine de développement, portant sur l'environnement des affaires au Cameroun certaines dispositions légales peuvent être considérées discriminatoires à l'égard des entreprises locales¹⁸⁹. Par exemple, dans les cas de sous-traitance dans le cadre d'un marché obtenu par une entreprise étrangère, l'exonération de la TVA dont celle-ci bénéficie ne s'applique pas à l'entreprise locale sous-traitante. Cette dernière doit ainsi s'acquitter de taxes pour une activité supposée en être exemptée, du simple fait de sa sous-traitance. Ainsi, au lieu d'encourager la sous-traitance, cela tend à la décourager¹⁹⁰.

15. D- La captation de l'État par les Élités nationales et la corruption rampante comme obstacle

La corruption constitue une des phénomènes les plus diffus et qui mine de façon significative le fonctionnement de l'État camerounais. Celle-ci constitue une des causes de la distribution inégale des ressources et les détournements massifs des deniers publics, notamment destinées aux projets publics minent l'efficacité des plans de développements mis en place¹⁹¹. Cette corruption est exacerbé par la gouvernance de longue durée sous le régime de Paul Biya, au pouvoir depuis 1982¹⁹². L'absence de renouvellement politique et e de mécanismes de contrôle efficaces ont créé un environnement où les élites politiques et économiques se sont souvent livrées à des pratiques clientélistes. Augmentant ainsi les inégalités et limitant l'accès à des ressources publiques pour les populations les plus vulnérables¹⁹³. En plus, sa nature rampante et son aspect social dans la société camerounaise contribuent à l'injustice sociale. Ainsi comme l'affirme James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale : « La corruption est un phénomène entretenu par des élites et des milieux d'affaires. Elle les enrichit et appauvrit encore plus les pauvres qui en fait, en paient le prix »¹⁹⁴. Bien qu'il constitue sans aucun doute une tare majeure dans le développement national, il convient de le définir et de le placer dans le

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 37.

¹⁹¹ O.Diagana , & M, Diagne, « La corruption est un problème mondial pour le développement. Pour la combattre, nous avons tous un rôle à jouer (13 juin 2023) Tribune Afrique, en ligne : [La corruption est un problème mondial pour le développement. Pour la combattre, nous avons tous un rôle à jouer \(banquemondiale.org\)](https://www.tribuneafrique.com/141111/la-corruption-est-un-probleme-mondial-pour-le-developpement-pour-la-combattre-nous-avons-tous-un-role-a-jouer-banquemondiale.org)

¹⁹² Transparency International. (2019). *Corruption Perceptions Index*.

¹⁹³ Transparency International. (2019). *Corruption Perceptions Index*.

¹⁹⁴ James D. Wolfensohn, « Cancer of Corruption » (Discours prononcé le 23 septembre 1996), en ligne : Banque mondiale <https://www.worldbank.org/en/news/speech/2016/05/16/james-d-wolfensohn-cancer-of-corruption>.

temps et dans l'espace. Nous nous intéressons ici à la corruption par le haut, donc par les élites nationales, qui ont des répercussions de façon diverse sur les autres classes. Selon Tchoupie, le discours scientifique sur la corruption est confronté à un problème de clarification conceptuelle. Il serait ambigu, confus et insaisissable. Il s'agirait d'une réalité difficile à cerner, étant donné la diversité des actions ou des transactions concernées, mais également du fait de son caractère généralement occulte et secret. Selon lui, cela pose une entrave au développement d'une définition unanimement acceptée¹⁹⁵.

Nous sommes cependant d'avis qu'au lieu de le définir universellement, il faut le placer dans le temps et dans l'espace. Une conception eurocentrée de ce qui est perçu comme de la corruption ne trouve pas toujours écho dans le contexte culturel africain. Loin de le défendre, il est important de le contextualiser avant de le condamner sans procès. Les discours posant la corruption comme principal facteur des troubles sociaux, politiques et économiques doivent être nuancés. Selon Vallée, l'incivisme fiscal pouvant devenir de la corruption fut perçu en premier comme un problème critique par le colonisateur¹⁹⁶. Il cite ainsi Mbembe. Selon lui, en 1935, le nombre de chefs accusés - par l'administrateur - d'avoir dilapidé les fonds recueillis-des impôts - augmenta » (Mbembe, 1984). Toujours selon Vallée, la responsabilité des élites ainsi que des anciens colons est lourde dans le mal-développement et le sous-développement. La corruption devrait alors être envisagée de façon contemporaine en contradiction ou en continuité avec des notions comme celles de coopération, sous-développement, construction de l'État nation, tribalisme, népotisme, valeurs et cultures africaines¹⁹⁷. Ensuite, contrairement à ce qu'affirme Bayart¹⁹⁸ la corruption est un phénomène visible dans toutes les sociétés du monde, mais à des proportions inégales¹⁹⁹. Au Cameroun, elle a évolué de façon exponentielle à la suite de l'implémentation des PAS. Malgré les alertes données par des organisations non gouvernementales telles que Transparency International (TI) le phénomène n'a fait que s'empirer. Ainsi, l'[Indice de perception de la corruption \(IPC\) de 2021](#) publié *Le 25 janvier 2022* par le TI indique que les niveaux de corruption restent au point mort dans le monde entier. En Afrique subsaharienne, 80 % des pays n'ont pas ou ont peu progressé au cours des 10 dernières années. Le Cameroun affiche un score de 27/100 et de classe 144/180 enregistrant une avancé de 2 points depuis

¹⁹⁵ Tchoupie, André.(2007). « L'Institutionnalisation De La Lutte Contre La Corruption Et Contre Les Phénomènes Apparentés Au Cameroun », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 40(4), pp. 859–881.

¹⁹⁶ Vallée, Olivier.(2006). « La construction de l'objet corruption en Afrique. » *Afrique contemporaine*, vol. 220, no 4, pp. 138.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ Diaw, M. C. (1992). Compte rendu de [Jean-François BAYARD : *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Librairie Fayard, coll. L'espace du politique, 1989, 439 p., notes, index.] *Anthropologie et Sociétés*, 16(2), 162–165.

¹⁹⁹ Braud, Philippe. « Sociologie politique et politiques publiques », dans Laurie Boussaguet (éd.), *Dictionnaire des politiques publiques*. 5e édition entièrement revue et corrigée (Paris: Presses de Sciences Po, 2019), pp. 614-619.

2020²⁰⁰. Le défi principal est que la corruption est insaisissable et touche toutes les couches sociales de la société camerounaise. Selon le Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Économique et Social (GERDDES-Afrique), la corruption est la violation des devoirs de probité, de fidélité et d'impartialité requis dans l'exercice d'une charge publique, au détriment de l'utilisateur. Il y aurait corruption lorsqu'un individu se fait acheter pour s'abstenir de (ou pour) faire son travail, au moyen d'offres, de promesses, de dons ou présents. Il y a également corruption lorsqu'un individu rémunère la complaisance d'un professionnel pour que celui-ci fasse honnêtement ou s'abstienne d'effectuer son travail²⁰¹. Toujours selon le Gerddes, le législateur camerounais définit la corruption par la répression qui lui est postérieure. Intervenant dans l'atelier organisé par le Gerddes-Cameroun, le 24 mars 1999, sur la corruption, M. Garga Haman Adjé estime que, La corruption résulte d'un acte délibéré où des individus, le corrupteur et le corrompu, enfreignent les normes légales, sociales, morales ou spirituelles pour des avantages financiers ou autres. Elle est punie pénalement, moralement et civilement car elle viole les principes d'égalité des droits, de gratuité du service public, de protection des droits de propriété et de soumission des autorités à la loi. La société sanctionne la corruption pour préserver la valeur de l'Homme basée sur son être plutôt que sur ses possessions²⁰². Il s'agit alors de s'interroger sur les causes de son épanouissement au sein de cette société²⁰³. Selon Robert Klitgaard²⁰⁴, la corruption est la combinaison de trois facteurs: le Monopole, la Discrétion et la Responsabilité. Leur transposition se fait sur la base d'une équation mathématique structurée en Corruption = Monopoly + Discrétion – Accountability (C=M+D R)²⁰⁵. Dans le cas du Cameroun la grande corruption est pratiquée par les acteurs du haut, les personnalités issues de divers secteurs d'activités, est celle-ci mine le plus l'utilisation adéquate des investissements étrangers. Selon Onana Ebele, il s'agit généralement des détournements de deniers publics ou l'acceptation des pots-de-vin dans le processus d'attribution des marchés publics se chiffrant à plusieurs millions, voire en milliards. Il affirme ainsi que cette corruption rampante surtout dans le secteur public et parapublic, est responsable du retard dans la mise en œuvre des projets infrastructurels, pourquoi les chantiers peinent à démarrer, les détournements des projets, la construction des éléphants blancs. Béatrice Hibou parle

²⁰⁰ Transparency International. *Corruption Perceptions Index*. En ligne: <https://www.transparency.org/en/cpi/2021/index/cmr>. Consulté le 13 décembre 2022.

²⁰¹ GERDDES Cameroun, sous la coordination de Pierre TITI NWEL, *Corruption in Cameroon* (Friedrich Ebert Stiftung, Juin 1999), en ligne : <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/kamerun/07798.pdf>.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Onana, Ebele, Richard Désiré. « Comprendre la corruption dans la gouvernance au Cameroun. » *American International Journal of Contemporary Research*, 10(1), 8, March 2020. p. 67.

²⁰⁴ Klitgaard, Robert. *Combattre la corruption*. Paris: Nouveaux Horizons-ARS, 1995, p. 14.

²⁰⁵ *Ibid.*

alors « d'économie de pillage »²⁰⁶ état de fait qui contraste avec les condamnations publiques en matière de corruptions, raison d'être de l'introduction d'un important arsenal judiciaire dont nous traiterons dans la suite. L'implication de la **Chine** dans les investissements au Cameroun, notamment dans les infrastructures et les projets miniers, soulève des questions de **corruption sous-jacente** et de gouvernance²⁰⁷. Bien que la Chine ait joué un rôle clé dans la modernisation du pays par des prêts et des partenariats pour les infrastructures, des allégations de pratiques corruptives, similaires à celles observées avec les entreprises occidentales, ont émergé²⁰⁸. Ces entreprises chinoises, souvent confrontées à des systèmes de régulation faibles et à une gouvernance peu transparente, sont parfois accusées de s'engager dans des transactions suspectes avec des fonctionnaires locaux pour faciliter l'octroi de marchés ou l'accès à des ressources naturelles. Cette dynamique soulève des préoccupations sur l'impact des investissements chinois sur la corruption endémique au Cameroun²⁰⁹. En effet, ces investissements se produisent souvent dans un contexte où la supervision des fonds publics est limitée et où les mécanismes de transparence sont insuffisants. La gouvernance autoritaire de Paul Biya a exacerbé cette situation, car les institutions judiciaires et les mécanismes de régulation sont perçus comme insuffisamment indépendants pour lutter contre les pratiques de corruption à grande échelle²¹⁰. Cela crée un environnement où les acteurs étrangers, qu'ils soient chinois ou occidentaux, peuvent se livrer à des pratiques de corruption pour maximiser leurs profits, limitant les bénéfices des investissements pour le peuple camerounais et entrave l'atteinte des objectifs de développement durable²¹¹.

Le citoyen ordinaire reste néanmoins celui qui en subit les conséquences. Il la subit sur deux fronts, d'une part directement, à travers le monnayage des services publics afin d'échapper aux longues procédures. Ainsi, bien qu'elle soit officiellement condamnée, elle constitue une stratégie afin de contourner la voie officielle et atteindre un objectif. Il le subit ensuite de façon indirecte par la grande corruption qui le prive des infrastructures à l'instar des routes, de l'accès aux services sociaux tels que

²⁰⁶ Hibou, Béatrice. « Le 'Capital social' de l'État falsificateur ou les ruses de l'intelligence économique. » In *La criminalisation de l'État en Afrique*, Paris, Éditions Complexe, 1997, p. 107.

²⁰⁷ Liu, L. (2017). «Chinese companies and corruption in Africa». *Africa Business Review*.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ Turkewitz, J., McDonnell, D., Forte, S., Rafolisy, P., Helis, J.-L., Wen, J.-F., Ramarozatovo, A., Jociene, A., Boher, A., & Gilchrist, Y. (2023). *Cameroun : Diagnostic de la Gouvernance et de la Corruption*. Rapport d'assistance technique, préparé pour le gouvernement du Cameroun par une équipe multidisciplinaire. Décembre 2023.

²¹¹ Turkewitz, J., McDonnell, D., Forte, S., Rafolisy, P., Helis, J.-L., Wen, J.-F., Ramarozatovo, A., Jociene, A., Boher, A., & Gilchrist, Y. (2023). *Cameroun : Diagnostic de la Gouvernance et de la Corruption*. Rapport d'assistance technique, préparé pour le gouvernement du Cameroun par une équipe multidisciplinaire. Décembre 2023.

l'eau, l'électricité, l'éducation, les hôpitaux.²¹² Cependant la corruption dans un contexte de grande pauvreté pourrait selon Lucien Ayissi constituer un levier. Il affirme ainsi que, « les politiciens peuvent très bien utiliser la corruption pour favoriser l'intégration politique de diverses tribus, régions, élites ou fractions – attitude qui peut finalement être source d'harmonie face à la fragmentation de l'autorité politique, aux hostilités, aux désunions »²¹³. Il s'agit du clientélisme qui constituerait un avatar de l'État occidental²¹⁴ mais ayant pour finalité le nivellement de la classe politico-administrative camerounaise. Une autre manifestation de l'acceptation de la corruption dans les us et mœurs se trouve dans la connaissance quasi générale des sommes à déboursier afin de pouvoir accéder à des services ou à des postes ou école nationale de prestige. Dans certains concours, les sommes à déboursier sont connues de tous ou presque pour y accéder, bien que cela soit officieux.

Ensuite, l'influence politique de Paul Biya et la centralisation du pouvoir rendent également difficile la mise en œuvre de réformes efficaces dans la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance. En effet, la longévité de son régime, avec une gestion autoritaire et souvent opaque, a permis aux élites politiques de concentrer une grande partie des ressources et des décisions économiques entre leurs mains, favorisant ainsi un climat de clientélisme et d'opacité²¹⁵. En conséquence, les populations, en particulier les jeunes et les groupes marginalisés, se retrouvent exclus des bénéfices du développement, alimentant un cycle de pauvreté et de frustrations. En outre, la gouvernance opaque favorise la perception de l'impunité pour les responsables politiques et économiques, ce qui réduit l'incitation à adopter des pratiques plus transparentes. Ainsi, les enjeux de corruption, exacerbés par la longue présidence de Paul Biya, les investissements étrangers, en particulier chinois, et la faiblesse des mécanismes de régulation, constituent un défi majeur pour le développement durable du Cameroun. Ce contexte interroge sur l'impact réel des investissements étrangers, non seulement en termes de croissance économique, mais aussi de justice sociale et de gouvernance, et souligne la nécessité de renforcer les institutions et d'instaurer des réformes politiques afin de garantir un développement qui bénéficie réellement à l'ensemble de la population camerounaise.

En définitive, envisager la corruption au Cameroun c'est dans un premier temps admettre qu'il s'agit d'un fait socio-culturel. Elle est ancrée dans les pratiques et us de la population et se répercute dans

²¹² Onana Ebele, Richard Désiré. Op. cit. p. 73.

²¹³ Lucien Ayissi, *Corruption et pauvreté*, Paris: L'Harmattan, (2007). p. 47.

²¹⁴ Luc Sindjoun, *L'État ailleurs entre noyau dur et case vide*, Paris: Économica, (2002), p. 27.

²¹⁵ Luc Sindjoun, *L'État ailleurs entre noyau dur et case vide*, Paris: Économica, (2002), p. 27.

toutes les classes sociales, autant les prolétaires que les élites politiques et économiques.²¹⁶ Ensuite, il faut le considérer comme un enjeu de survie, justifiant son caractère rampant, omniprésent, multiple et multiforme. Toutes ces variables permettent dans une certaine mesure d'expliquer son emprise et sa résistance dans la société camerounaise. Laquelle société l'a désormais légitimée et inscrite dans la normalité du fonctionnement informel étatique. Cet état de fait constitue cependant un contraste frappant avec le discours politique officiel de l'État. La lutte contre la corruption est depuis près d'une décennie une de ses batailles les plus féroces. Afin de l'appuyer, le Cameroun s'est doté dans les dernières années d'un arsenal institutionnel et judiciaire significatif.

2- Piste de solution pouvant améliorer l'environnement des affaires

Dans un contexte mondial de compétitivité accrue et de recherche constante de croissance économique, l'amélioration de l'environnement des affaires est devenue une priorité. Deux axes stratégiques se dégagent comme des leviers essentiels afin de dynamiser ce domaine crucial : la mise en œuvre de réformes anti-corruption et l'adoption de l'idéologie économique de l'Afrikapitalisme.

Dans le contexte spécifique du Cameroun, l'amélioration de l'environnement des affaires nécessite une approche intégrée prenant en compte les réalités sociales, économiques et politiques du pays. Tandis que l'Afrikapitalisme offrirait une approche alternative à la croissance économique, mettant l'accent sur un développement adapté, durable et inclusif.

A- Une réforme et harmonisation des lois nationales anti-corruption

La lutte contre la corruption au Cameroun a connu des trajectoires et stratégies diverses au fil des décennies. Elle connaît ainsi de nombreuses variations dans son histoire postcoloniale. Elle est d'abord menée de façon timide lors des premières années suivant l'indépendance, pour s'accélérer en septembre 1998 à la suite de son placement parmi les États les plus corrompus. On assiste alors à une institutionnalisation de la lutte contre la corruption, et l'implémentation par l'appareil étatique d'une série d'institutions et de lois afin de la combattre. Il est cependant important de souligner que cette lutte et les mesures prises sont faites sans considération socio-culturelle entourant la notion de corruption. Ainsi, selon Chabal et Dalloz²¹⁷, en opposition avec la vision de Bayart, la corruption en Afrique ne serait pas un mal qu'on pourrait enrayer grâce à l'instruction ou de grandes campagnes

²¹⁶ GERDDES Cameroun. Op.cit.

²¹⁷ Chabal, Patrick, Daloz, Jean-Pascal. (2001). « L'Afrique Est Partie ! Du Désordre Comme Instrument Politique. » *Archives De Sciences Sociales Des Religions*, vol.114, pp. 73-74.

éthiques. Il s'agirait plutôt d'un comportement habituel, attendu dans toutes les transactions. Cette situation expliquerait les refus d'une véritable institutionnalisation et acceptation dans toutes les couches sociales. Les élites politiques produisent un discours entrant en contradiction avec les pratiques sociales et la réalité économique. Ainsi, l'incapacité des pouvoirs publics et l'inefficacité des mesures anti-corrupions, ne résulteraient pas uniquement de la faiblesse des institutions. Cela serait en partie dû au climat social et politique. Les dénonciations publiques contrastent avec la rareté des sanctions prises. Les hésitations du pouvoir central à sanctionner auraient plusieurs explications²¹⁸.

Dans un premier temps, la corruption joue une fonction de stabilisation de l'ordre socio-politique. Ainsi, dans un pays où les agents de l'État reçoivent un salaire relativement bas, la corruption constitue le seul moyen de survie²¹⁹. Une répression trop énergique pourrait mener à une crise sociale. Ensuite, dans les cas de blanchiment d'argent, les récipiendaires d'importants pots-de-vin sont souvent des hauts fonctionnaires hauts placés. Les poursuites judiciaires que ce soit dans les pays d'accueil ou dans le pays de transfert reste extrêmement difficile étant donnée la persistance de la notion « d'immunité souveraine ». Le blanchiment d'argent et la poursuite des auteurs de détournements de fonds est tributaire de la volonté des banques dans la divulgation des sommes d'argent suspectes déposées²²⁰. En sus, dans un effort d'assainissement l'État a au cours des dernières années mis en place des mesures afin de réduire la corruption plutôt que la réprimer. La condamnation de la corruption par le haut, justifie la raison d'être de l'arsenal institutionnel qui a été mis en place. Dans un premier temps, sur le plan international, le Cameroun est parti à la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et les infractions assimilées²²¹ (Convention de l'UA, 2003) ainsi qu'à la Convention des Nations Unies contre la corruption²²² (Convention de l'ONU, 2003). L'article 45 de la Constitution nationale consacrant la nature moniste du pays, appelle à l'application et à l'intégration de ces conventions sur le territoire national. Ensuite, de façon sommaire, la Section II portant sur les avantages illégitimes de la loi 2006/007 du 12 juillet 2016 portant code pénal, légifère en matière de corruption sur le territoire national. Selon l'article 134, est réputé être corrompu et puni comme tel « tout fonctionnaire ou agent public qui, pour lui-même ou pour un tiers, sollicite, agréé ou reçoit des offres, promesses, dons ou présents pour faire, s'abstenir de faire ou

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ Tchoupie, André. (2007). « L'Institutionnalisation De La Lutte Contre La Corruption Et Contre Les Phénomènes Apparentés Au Cameroun », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 40(4), pp. 859–881.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ Union Africaine. *Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et les infractions assimilées*, 2003, en ligne : https://au.int/sites/default/files/documents/31250-doc-convention_on_prevention_and_combatting_corruption_-_french.pdf

²²² Nations Unies. *Convention des Nations Unies contre la corruption*, 2003, en ligne : https://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Convention/08-50026_F.pdf

ajourner un acte de sa profession », ou qui reçoit une rétribution quelconque « *en rémunération d'un acte déjà accompli ou une abstention passée* » et selon 134 bis, le corrupteur est toute personne qui offre des dons ou des présents en vue d'obtenir en sa faveur ou pour un tiers, l'accomplissement, l'ajournement ou l'abstention d'un acte²²³. Ensuite, le Cameroun a mis en place une multitude de commissions afin d'observer et de réprimer la corruption. Nous pouvons ainsi citer la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC). Créée par le décret présidentiel n°2006/088 du 11 mars 2006, ses missions sont définies à l'article 2 dudit décret et consistent à : suivre et évaluer l'application effective du plan Gouvernemental de Lutte contre la corruption (LCC) ; recueillir, centraliser et exploiter les dénonciations et informations dont elle est saisie pour les pratiques, faits ou actes de corruption ; mener toutes les études ou les investigations et proposer toutes mesures de nature à prévenir ou à juguler la corruption ; procéder au contrôle physique de l'exécution des conditions de passation des marchés publics ; diffuser et vulgariser les textes sur la LCC ; identifier les causes de la corruption et de proposer aux autorités compétentes des mesures susceptibles de permettre leur élimination dans tous les services publics ou parapublics ; accomplir toute autre mission à elle confiée par le président de la République²²⁴.

Nous avons ensuite le Contrôle Supérieur de l'État (CONSUE), en tant qu'Institution Supérieure de Contrôle des Finances Publiques (ISC) qui fut créé par le décret n°97/047 du 5 mars 1997 portant organisation des services du Contrôle Supérieur de l'État (CSE) et le décret n° 97/049 du 5 mars portant organisation du Conseil de discipline budgétaire et financière. Le CSE a compétence pour mener des investigations dans l'administration, les projets ainsi que dans toutes les entreprises publiques et parapubliques. Ce dispositif de contrôle est relayé par des unités techniques de contrôle interne présentes dans des départements ministériels et autres organismes publics avec pour objectif annoncé de garantir la gouvernance économique et sociale du pays. Il a pour bras armé le Conseil de discipline budgétaire et financière (CDBF) qui a pour mission de sanctionner les agents publics trouvés coupables d'irrégularités et fautes ayant porté préjudice aux intérêts de la puissance publique. Il s'agit ainsi de sanctionner les irrégularités et fautes de gestion commises par : les ordonnateurs et gestionnaires des crédits de l'État, des collectivités territoriales décentralisées, les entreprises et organismes publics et parapublics et toutes autre personne agissant en cette qualité ; les agents publics exerçant d'autres fonctions à titre principal, mais agissant occasionnellement ou subsidiairement comme ordonnateurs ou gestionnaires des crédits de l'État ; les commissaires aux comptes censeurs et

²²³ GERDDES Cameroun, sous la coordination de Pierre TITI NWEL, *Corruption in Cameroon* (Friedrich Ebert Stiftung, Juin 1999), en ligne : <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/kamerun/07798.pdf>.

²²⁴ Onana Ebele, Richard Désiré. Op. cit., p. 72.

commissaires de Gouvernement auprès des entreprises publiques et toute personne agissant en cette qualité²²⁵. L'État a également mis sur pied plusieurs tribunaux, dont, le Tribunal Criminel Spécial (TCS) créé en vertu de la loi n°2011/028 du 14 décembre 2011, modifiée par la loi n° 2012/011 du 16 juillet 2012. Le TCS est compétent pour connaître des infractions de détournement des deniers publics et de corruption lorsque le préjudice est d'au moins cinquante millions de FCFA. Ensuite, l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF) et les Cellules Ministérielles de lutte Contre la Corruption (CSLCC).

Malgré ces initiatives, l'observation constante du népotisme, du clientélisme, du néo patrimonialisme, des emplois fictifs et des détournements de fonds, demeure²²⁶. Comme développer plutôt, cela peut s'expliquer par la normalisation de pratique considérée comme corruptive. Nous sommes d'avis qu'afin d'avoir des effets probants, la lutte contre la corruption et les mécanismes la soutenant au lieu d'être mise en place de façon aveugle, doivent prendre en considération la réalité socio-économique et culturelle nationale. Ainsi, si la répression aveugle à travers la mise en place d'institutions pseudo efficaces ne fonctionne pas, il faudrait alors trouver un moyen de l'adapter aux réalités socio-économiques nationales.

I. B - Une idéologie économique adaptée au contexte social africain : *Afrikapitalism*

L'Afrique en général et le Cameroun en particulier a une longue histoire, marquée par le colonialisme, la mauvaise gouvernance et la pauvreté. Le continent souffre entre autres d'institutions faibles et de sociétés civiles en détresse. Cet état de fait peut être attribué à plusieurs facteurs, mais l'entrée abrupte de jeunes économies dans un système capitaliste néolibéral, conjugué aux efforts incessants des métropoles de les maintenir par le biais d'une rationalité occidentale dans un état de dépendance ont joué un rôle prépondérant.²²⁷ Amaeshi et Idemudia soutiennent que le capitalisme peut être perçu comme un mode de coordination économique, et est ancrée de façon fondamentale sur les principes de liberté, d'individualité ou encore intérêt personnel, de diligence (économie et autodiscipline), de droits en d'autres termes la propriété privée et enfin d'équité. Lorsque chacun ou une combinaison de ceux-ci se trouve déséquilibré, celui-ci vacille. Ils affirment ainsi que le capitalisme devrait être une force pour le bien, moteur de l'innovation humaine pour un monde progressiste. Le Capitalisme serait

²²⁵ *Ibid.* p. 73.

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ « Colonialité et rapports postcoloniaux », *La Revue Nouvelle*, vol. 1, no. 1, 2018, pp.46.

alors un projet moral, à la fois en tant que processus et en tant que résultat²²⁸, sous-tendu par une « écologie morale ou éthique »²²⁹. La question morale se trouve alors au cœur du capitalisme, il s'agit de « ce qui est produit, de quelles manières est-il produit et à qui profitent les biens (et les maux) créés »²³⁰. Novak soutient que « chaque époque du capitalisme requiert sa propre culture morale spécifique qui nourrit les vertus et les valeurs dont dépend son existence »²³¹. Malheureusement, « depuis trop longtemps, le capitalisme, ses institutions et sa moralité sont restées séparées les unes des autres »²³², et les succès et échecs qui en ont résulté ont été traités comme des questions purement techniques²³³. Il existerait donc une dimension culturelle au capitalisme²³⁴. En prenant la Chine en exemple, l'émergence du capitalisme y est unique. Il faut ici tenir compte du rôle de l'État dans la promotion du progrès économique. Toujours selon Ameshi et Idemudia, ce que l'on considère aujourd'hui comme de simples expressions des marchés est le produit historique de philosophies sociopolitiques bien articulées²³⁵. Dans la plupart des sociétés capitalistes avancées, l'État joue un rôle déterminant dans la formation des différentes formes de capitalisme. Par exemple, le capitalisme français est différent des formes de capitalisme britannique et allemande²³⁶. Il est dans ces pays fonction d'antécédents historiques et culturels conduisant à ce qui a été qualifié d'approche « méthodologique nationale »²³⁷ de l'étude du capitalisme. Dans cet ordre d'idée, le concept d'*afrikapitalism* du nigérian Tony O. Elumelu semble constituer une alternative pour le continent africain et pour le Cameroun. Il s'agit d'une philosophie économique incarnant l'engagement du secteur privé dans la transformation économique de l'Afrique par le biais d'investissements. Une philosophie qui a déjà attiré l'attention de plusieurs. Ainsi, Kenneth Amaeshi, directeur de la *Sustainable Business Initiative* à l'Université d'Édimbourg, qualifie l'*Afrikapitalisme* de recul créatif sur la manière dont le capitalisme mondial cherche à extraire de la valeur du continent africain sans se soucier de la répartition mondiale des richesses. Le concept est une réinvention du capitalisme avec une conscience panafricaine, plaçant les intérêts de l'Afrique et des africains au centre des décisions d'affaires prises sur le continent. Il s'agit

²²⁸ Judge, William Q. et al. (2014). « Which model of capitalism best delivers both wealth and equality? » *Journal of International Business Studies*, vol. 45 pp. 363-386.

²²⁹ Dunning, J. H. (2005). « Is global capitalism morally defensible? » *Contributions to Political Economy*, vol. 24, no. 1, 2005, pp. 138.

²³⁰ Ibid., p. 136.

²³¹ Novak, M. « The Spirit of Democratic Capitalism. » Lanham, MA and New York: *Madison Books*, 1982, p. 56.

²³² Dunning, J. H. Op. Cit., p. 149.

²³³ F.A. Hayek, *Law Legislation and Liberty*, vol. 3, London: Routledge and Kegan Paul, (1979).

²³⁴ Hall, Peter A. & Soskice, David, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford: Oxford University Press, (2001).

²³⁵ Amaeshi, K., & Idemudia, U. (2015). « Africapitalism: A management idea for business in Africa? » *Africa Journal of Management*, vol 1(2), no 210-223, pp. 213.

²³⁶ Kang, Nahee., & Moon, Jeremy. « Institutional complementarity between corporate governance and Corporate Social Responsibility: a comparative institutional analysis of three capitalisms » dans *Socio-Economic Review* (2012) 10(1), 85–108.

²³⁷ Smith, Anthony D., *Nationalism in the Twentieth Century*, New York: New York University Press (1979).

d'une idée, d'un concept mettant l'accent sur les obligations du secteur privé national envers le développement socio-économique de l'Afrique, et suppose la faisabilité d'une telle entreprise. L'idée entourant l'afrikapitalisme est contraire au point de la départ de pensée économique néoclassique de l'homo economicus, principalement motivé par l'intérêt personnel. Elle est plutôt ancrée dans les valeurs d'Ubuntu²³⁸, et considère que le but de la gestion n'est ni de bénéficier à un ensemble d'individus, ni de bénéficier à de nombreux individus. Son objectif premier est de profiter à la communauté ainsi qu'aux communautés plus larges dont elle fait partie²³⁹. Ainsi, le bien commun devient la cible principale des gestionnaires²⁴⁰. Il s'agit d'une perspective entièrement différente qui tente de réimaginer l'entrepreneuriat et de réunir le capitalisme avec les racines et certaines valeurs communautaires et morales africaines. Elle répond à un besoin du continent d'une philosophie économique et d'un modèle d'affaire ancré dans les réalités continentales et qui lui permettraient de répondre à ses besoins. En termes économiques, c'est une sorte d'humanisme qui ne proscrit pas l'enrichissement personnel, mais demande aux nantis d'améliorer leur communauté²¹⁹. L'Afrikapitalisme considère l'entreprise non pas comme une simple collection d'individus, mais comme une communauté. Comme le mentionne Lutz, « dans une communauté, l'individu ne poursuit pas le bien commun au lieu de son propre bien ; poursuit plutôt son propre bien en poursuivant le bien commun ». C'est parce que les valeurs d'Ubuntu sont capables de maintenir la relation paradoxale de l'individu et de la communauté dans une dynamique d'interdépendance en proposant l'élimination du double danger de l'assujettissement de l'individuel au collectif et de la supériorité détachée de l'individuel. Ainsi, en s'appuyant sur l'accent mis par Ubuntu sur la solidarité de groupe et l'établissement de relations, l'Afrikapitalisme propose une culture d'entreprise alternative qui permettrait aux entreprises de rechercher le profit, mais avec pour but ultime de l'utiliser en vue d'améliorer leur communauté²⁴¹. Les valeurs d'Ubuntu qui pourraient sous-tendre la notion d'Afrikapitalisme incluent le respect de la dignité d'autrui, la solidarité de groupe, la participation, le partage, l'esprit d'harmonie et d'interdépendance²⁴². Cependant, le Capitalisme sous toutes ses formes requiert un contexte institutionnel et des acteurs étatiques forts. Tel que des gouvernements forts, une

²³⁸ Signifie humanité – gentillesse, compassion, respect et attention envers autrui. Ce sont ces vertus que l'on cite généralement pour résumer la notion d'Ubuntu ou *humanité*. Il existe un adage zoulou qui résume bien le sens du terme : *Umuntu ngomuntu ngabantu* – un individu est individu à cause des autres individus. Il s'ensuit que manquer d'humanité envers autrui est considéré comme une absence d'humanité ou d'Ubuntu et qu'en conséquence quelqu'un qui ne posséderait pas l'Ubuntu ne pourrait pas être considéré comme un être humain à part entière.

²³⁹ Lutz, David W.(2009).« African Ubuntu Philosophy and Global Management. » *Journal of Business Ethics*, vol. 84, no. 3, pp. 313–328.

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ Lutz, David W. Op.cit.

²⁴² *Ibid*

société civile, des réglementations et une gouvernance efficace ou efficiente. Ce qui n'est malheureusement pas le cas du Cameroun. Cette faiblesse fait en sorte qu'il est difficile pour le gouvernement de remplir efficacement son rôle de protection des vies et des biens, ainsi que d'assurer le bien-être social, le développement des infrastructures et le développement d'institutions habilitantes pour la production et la consommation de biens et de services de sa population. Ensuite, les déséquilibres structurels et de pouvoir dans le régime mondial nourrit la dépendance nationale face aux investissements étrangers. Pour remplir ses promesses le capitalisme sous toutes ses formes a besoin d'un gouvernement, d'un marché et d'une société civile efficaces pour produire de bons résultats sociétaux²⁴³.

En plus, comme pour toutes les formes de capitalisme, les questions d'inégalité demeurent. Un problème central est de savoir comment il concentre la richesse, et donc le pouvoir, sous le couvert d'un marché « libre ». Plus on s'éloigne de son centre, plus on trouve les Africains, les femmes, les personnes en situation de handicap, les personnes à faible revenu et les travailleurs (par opposition aux propriétaires de moyens de production). Et bien sûr, ces identités existent au sein des personnes dans des dimensions intersectionnelles²⁴⁴. Une autre de ses limites est qu'elle théorise les relations au sein de l'espace africain, et ne propose pas de marche à suivre concrète en ce qui concerne les relations économiques avec les entités internationales. Les différences fondamentales entre les différents types de capitalisme peuvent constituer un motif de tension entre les différents membres du système international. La recherche des intérêts égoïstes dans un système international réaliste et anarchique, ainsi que les faiblesses institutionnelles et la dépendance caractérisant les nations africaines en général, et le Cameroun en particulier, rendent la mise en œuvre d'une telle philosophie difficile. Est-ce pour autant dire que le Cameroun est condamné à la dépendance? existe-il un moyen de conjuguer particularité nationale, continentale et libéralisme économique. Sur ce point, la Chine semble un modèle intéressant. Celle-ci a fait dans les dernières décennies un *coming out* décomplexé associant libéralisme économique et autoritarisme politique.

4. Conclusion

²⁴³ Amaeshi, K., & Idemudia, U. (2015). « Africapitalism: A management idea for business in Africa? » *Africa Journal of Management*, vol 1(2), no 210-223, p. 213.

²⁴⁴ *Ibid*

L'influence durable de l'époque coloniale continue de se faire sentir dans les rouages politico-économiques du Cameroun, maintenant une asymétrie de pouvoir persistante qui transcende les époques. Cette empreinte historique s'intensifie avec l'intégration rapide dans le système capitaliste mondial, conjuguée aux efforts incessants des anciennes puissances coloniales pour maintenir leur emprise, renforçant ainsi les dynamiques Nord-Sud héritées de la colonisation.

Dans ce cadre, l'Agenda 2063, porté par l'Union africaine, se présente comme une boussole pour une Afrique maîtresse de son développement. Il appelle à une rupture avec les logiques de dépendance, en promouvant une gouvernance souveraine, une industrialisation endogène, et une coopération fondée sur l'équité. L'évolution du partenariat sino-camerounais doit ainsi être analysée à l'aune de sa contribution réelle ou supposée à la transformation structurelle, à la justice sociale et à la réalisation des objectifs à long terme fixés non seulement par la Vision 2035 du Cameroun, mais aussi par l'Agenda 2063 à l'échelle continentale.

Dans notre analyse, nous avons cherché à éviter l'essentialisation qui caractérise souvent les approches néocoloniales. Plutôt que de réduire le pays à sa situation coloniale, nous avons mis en lumière les politiques et les efforts déployés sur le plan politico-juridique pour atteindre les objectifs de développement. Toutefois, ces efforts sont freinés par plusieurs lacunes systémiques, notamment le manque de coordination et la multiplicité des instruments juridiques régissant les partenariats sur le territoire, ainsi qu'une législation obsolète en matière d'investissement. Il a été démontré que la présence de nombreux cadres de référence guidant l'action économique dans le pays fonctionne sans une vision commune et cohérente. C'est l'une des principales lacunes de la politique économique nationale. Il en résulte une série de dysfonctionnements, suivis d'un manque d'arbitrage rationnel dans le choix des programmes, d'un développement régional déséquilibré, et d'une faible capacité à s'approprier des outils d'évaluation et de coordination nécessaires à l'atteinte de ses objectifs. Ainsi, la prépondérance de la conclusion de contrats de types BOT, privilégiant une formule « clé en main », constitue un des obstacles à l'absorption technologique pour un pays comme le Cameroun, manifestant d'importantes faiblesses institutionnelles. Au lieu de favoriser l'atteinte de ses objectifs, cela a pour finalité de placer la nation sous une nouvelle forme de dépendance. Associé avec un cadre juridique et administratif cacophonique, répétitif et centré principalement sur l'attraction d'investisseurs étrangers, au détriment de ses nationaux, cela freine l'atteinte et la complétion de ses grands chantiers structurants. Ainsi, le Cameroun souffre d'un manque de coordination dans l'implémentation de ses politiques et du surnombre des organismes chargés de gestion et de l'approbation des contrats de partenariat. Cet état de fait, jumelé à la faiblesse de l'État et à la corruption rampante, prévient

l'instrumentalisation efficace des capitaux injectés par les entreprises chinoises dans la réalisation des objectifs de la Vision. Nous sommes d'avis qu'une réflexion s'impose lors de l'implémentation d'une politique et d'un cadre juridique approprié. Bien que l'OHADA et ses actes mettent en place un cadre légaliste et un forum supranational rassurant les investisseurs, il exclut en définitive les particularités linguistiques et juridiques camerounaises. Nous argumentons que tout projet d'intégration ou d'harmonisation devrait refléter et inclure dans une certaine mesure les particularités de ce pays et ne devrait pas constituer un avatar ou se fonder sur des politiques exogènes.

Dans cet ordre d'idée, la manière d'envisager la corruption et l'idéologie d'Afrikapitalism pourrait constituer des pistes de réflexions intéressantes afin de sortir du cycle de dépendance. En reconnaissant l'importance des valeurs de l'Ubuntu et en encourageant un modèle économique axé sur le bien-être de la communauté, le Cameroun peut surmonter les défis hérités de la colonisation et ouvrir la voie à un développement durable et inclusif, aligné sur les besoins réels de sa population. De plus, l'intégration des dispositions de l'OIT sur l'économie informelle peut jouer un rôle crucial dans la création d'un environnement économique plus inclusif, en reconnaissant le rôle vital que jouent les acteurs informels dans l'économie nationale et en promouvant des politiques visant à les soutenir et à les intégrer de manière plus formelle,

5. BIBLIOGRAPHIE

a. Articles de périodique et Monographie

- Amaury Lorin et al., *Nouvelle Histoire des Colonisations Européennes, XIXe-XXe Siècles: Sociétés, Cultures, Politiques*(Paris: Presses Universitaires de France, 2013).
- Amadou Yaya Sarr, « Introduction générale, dans *L'intégration juridique dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et dans l'organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA)* (Aix-en-Provence: Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2008), 21-35.
- André Kernén, « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine » (2014) 134:2 *Politique Africaine* 5-19.
- André Tchoupie, « L'Institutionnalisation De La Lutte Contre La Corruption Et Contre Les Phénomènes Apparentés Au Cameroun » (2007) 40:4 *Canadian Journal of Political Science* 859–881.

- Apollinaire A. De Saba, « Un Nouveau Droit Des Affaires Pour Attirer Les Investisseurs En Afrique. Est-Ce Suffisant ? » (2007) 28-29 *Finance & Bien Commun* 96-104.
- Anna C. Alves, « China's Economic Statecraft and African Mineral Resources: Changing Modes of Engagement » (2013) *SAIIA Occasional Paper*, no. 131.
- Béatrice Hibou, « Le Capital social de l'État falsificateur ou les ruses de l'intelligence économique » (1997) in *La criminalisation de l'État en Afrique*, Paris, Éditions Complexes.
- Catherine Coquery-Vidrovitch, « L'économie coloniale » (2005) in Catherine Coquery-Vidrovitch & Hervé Moniot (Eds.), *L'Afrique noire, de 1800 à nos jours* 203-223, Presses Universitaires de France.
- David W. Lutz, « African Ubuntu Philosophy and Global Management » (2009) 84:3 *Journal of Business Ethics* 313–328.
- Diane Déom, « Les instruments du droit administratif à l'épreuve des 'partenariats public-privé' (PPP) » (2005) in Bruno Lombaert (dir.), *Les partenariats public-privé: un défi pour le droit des services publics* 189-230, La Chartre : Bruges.
- Ernest Aniche, « Neo-Dependency? A Critical Analysis of Implications of Sino-African Economic Relations for African Integration and Development » (Federal University Otuoke, 2015).
- Gérard Amougou & Richard François Bobo Bobo, « Ambition développementaliste, État stationnaire et extraversion au Cameroun de Paul Biya. Le projet de construction du port autonome de Kribi », *Politique Africaine*, vol. 2, no. 150 (2018).
- Jacques Chevallier, « Les nouvelles frontières du service public », in *Les partenariats public-privé (PPP) : un défi pour le droit des services publics*, vol. 2, no. 2 (2007) : 14–24.
- Jean-Claude Berthélemy, « La présence de la Chine et l'efficacité de l'aide chinoise en Afrique » (2011) in Robert Schiere, Léonard Ndikumana & Pierre Walkenhorst II (Eds.), *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?* Groupe de la Banque africaine de développement.
- Jean-Raphaël Chaponnière & Jean-Jacques Gabas, *Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara* (Karthala, 2012).
- **Joseph Issa-Sayegh, « Quelques aspects techniques de l'intégration juridique: l'exemple des actes uniformes de l'Ohada » (1999) 4:1 *Uniform Law Review* 5-30. En ligne : <https://doi.org/10.1093/ulr/4.1.5>.**

- Joseph Issa Sayegh, « Intégration juridique des États africains de la Zone franc » (2008) *Revue Penant*, no 823 (Janvier-Avril).
- Joseph John-Nambo, « Quelques héritages de la Justice coloniale en Afrique noire » (2002) 2-3:51-52 *Droit et société* 325-343.
- Kako Nubukpo, « Du franc CFA à l'éco en Afrique de l'Ouest » (2021) *Études*, no. 3, 19-32.
- Kenneth Amaeshi & Uwafiokun Idemudia, « Africapitalism: A Management Idea for Business in Africa? » (2015) 1 *Africa J Manag* 210-223.
- Liu L., « Chinese companies and corruption in Africa » (2017) *Africa Business Review*.
- Martha Simo Tumnde, « Harmonization of Business Law in Cameroon: Issues, Challenges and Prospects » (2010) 25 *ULANE EUROPEAN & CIVIL LAW FORUM* 119-137.
- Michel Emmanuel Bizeme & Jean-Paul Komon, « La Crise Économique Continue », *Africa Development / Afrique et Développement*, vol. 2, no. 2/3 (1996) : 67–77.
- Michel Houde & Kati Yannaca-Small, « Relationships between International Investment Agreements » (2004) 2004:1 *OECD Working Papers on International Investment* 1–22.
- Mélanie Torrent, « Des Partages Coloniaux Aux Frontières Culturelles : (Réunifications Et Marginalisations Au Cameroun Méridional (1954-1961) » (2013) in *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, 10, 1-18.
- Michael B. Gerrard, « Public-Private Partnerships: what are public-private partnerships and how do they differ from privatizations? » (2001) in David Grimsey & Mervyn K. Lewis (Eds.), *The Economics of Public Private Partnerships* 38:3.
- Moussa C. Diaw, « Compte rendu de [Jean-François Bayart : L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Librairie Fayard, coll. L'espace du politique, 1989, 439 p., notes, index.] » (1992) 16:2 *Anthropologie et Sociétés* 162–165.
- Nahee Kang & Jeremy Moon, « Institutional complementarity between corporate governance and Corporate Social Responsibility: a comparative institutional analysis of three capitalisms » (2012) 10:1 *Socio-Economic Review* 85–108.
- Olivier Vallée, « La construction de l'objet de corruption en Afrique » (2006) 220:4 *Afrique contemporaine* 137-132.
- Raoul Tamekou, « Réformer un État qui se forme : des Programmes d'Ajustement structurel à la gestion axée sur les résultats. Enseignement de deux décennies de réforme » (2020).
- Renaud Vivien, « L'annulation de la dette du Tiers Monde » (2010) 2046-2047:1-2 *Courrier hebdomadaire du CRISP* 5-75.

- Richard Désiré Onana Ebele, « Comprendre la corruption dans la gouvernance au Cameroun » (2020) 10:1 *American International Journal of Contemporary Research* mars 2020.
- Richard François Bobo Bobo, in Gérard Amougou & Richard François Bobo Bobo, « Ambition développementaliste, État stationnaire et extraversion au Cameroun de Paul Biya. Le projet de construction du port autonome de Kribi », *Politique Africaine*, vol. 2, no. 150 (2018).
- Stanislas Melone, « Les juridictions mixtes de droit écrit et de droit coutumier dans les pays en voie de développement. Du bon usage du pluralisme judiciaire en Afrique : l'exemple du Cameroun » (1986) 38:2 *Revue internationale de droit comparé* avril-juin.
- William Q. Judge et al., « Which model of capitalism best delivers both wealth and equality? » (2014) 45 *Journal of International Business Studies* 363-386.

b. Article de presse

- « Cameroun : ZTE livre à l'État un nouveau réseau télécom sécurisé à plus de 77 milliards FCFA », *Agence ecofin*, (17 juillet 2022).
- « Chinese company ZTE opens a branch in Cameroon, with a capital of FCfa 480 million », *Business in Cameroon*, (Mardi 26 avril 2016), en ligne : <https://www.businessincameroon.com/telecom/2604-6169-chinese-company-zte-opens-a-branch-in-cameroon-with-a-capital-of-fcfa-480-million>. Consulté le 15 décembre 2022.
- Happi, Christian, « Exploitation minière : un chinois tire à bout portant sur un des ex-employés camerounais », *Actu Cameroun*, (11 juin 2021).
- Société Radio-Canada, « Le Développement À La Chinoise En Afrique », (2008).

c. Conférences :

- Quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail. (1993). Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel. Genève : Bureau international du Travail .
- Dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail. (2003) Directives concernant une définition statistique de l'emploi informel. Genève : Bureau international du Travail

d. Dictionnaire :

- Braud, Philippe. « Sociologie politique et politiques publiques », dans Laurie Boussaguet (éd.), *Dictionnaire des politiques publiques*. 5e édition entièrement revue et corrigée (Paris: Presses de Sciences Po, 2019), pp. 614-619.

e. Discours :

- Makhtar Diop, « La croissance chinoise, une source d'enseignements pour l'Afrique » (Discours présenté à l'Université Tsinghua, Pékin, 13 janvier 2015), en ligne : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/speech/2015/01/13/lessons-for-africa-from-chinas-growth>.
- Hu Jintao, « Discours de monsieur Hu Jintao, président de la République populaire de Chine, à la cérémonie d'ouverture du sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine » (Discours, Beijing, 4 novembre 2006), en ligne : http://cd.china-embassy.gov.cn/fra/sbjw/zz/200611/t20061104_6903364.htm (consulté le 20 novembre 2022).
- James D. Wolfensohn, « Cancer of Corruption » (Discours prononcé le 23 septembre 1996), en ligne : Banque mondiale <https://www.worldbank.org/en/news/speech/2016/05/16/james-d-wolfensohn-cancer-of-corruption>.

f. Documents de travail:

- Agenda 2030 des Nations Unies : *Les ODD et le développement durable*.
- Ambassade de la République populaire de Chine en République Démocratique du Congo. « La politique de Chine à l'égard de l'Afrique. », en ligne : <https://www.mfa.gov.cn/ce/cecd//fra/tbzt/t1324632.htm>.
- Tayo Ayodele & Olumide Sotola, « China in Africa: An Evaluation of Chinese Investment » (2014) IPPA Working Paper Series, 20 pages, en ligne: http://www.ippanigeria.org/articles/China%20Africa%20relation_Workingpaper_final.pdf
- Bureau international du travail. « Évaluation de l'environnement des affaires au Cameroun, 2013 », en ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/--ifp_seed/documents/publication/wcms_230287.pdf.

- Bureau International du Travail, GB.298/ESP/4, 298e session, Conseil d'administration, Genève, mars 2007, Commission de l'emploi et de la politique sociale, Pour discussion et orientation, quatrième question à l'ordre du jour : L'économie informelle.
- Bruce Byiers, « Organisations régionales et Afrique: Trajectoires et Facteurs de changements » (Mars 2017) ECDPM, Political Economy Dynamics of Regional Organisations.
- Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA). «Présentation du CARPA, en ligne: <https://www.ppp-cameroun.cm/a-propos/presentation-du-carpa/>. Consulté le 10 décembre 2022.
- Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA), «Missions.», en ligne: <https://www.ppp-cameroun.cm/#>.
- Oumar Diagana & Mamadou Diagne, « La corruption est un problème mondial pour le développement. Pour la combattre, nous avons tous un rôle à jouer » (13 juin 2023) Tribune Afrique, en ligne : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2023/06/13/la-corruption-est-un-probleme-mondial-pour-le-developpement-pour-la-combattre-nous-avons-tous-un-role-a-jouer>
- Fonds monétaire international (FMI), « Cameroun — Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés — Document du point d'achèvement, et initiative d'allègement de la dette multilatérale » (Mai 2006).
- GERDDES Cameroun, sous la coordination de Pierre TITI NWEL, *Corruption in Cameroon* (Friedrich Ebert Stiftung, Juin 1999), en ligne : <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/kamerun/07798.pdf>.
- Groupe de la Banque Africaine de Développement/Département Régional de l'Afrique centrale, « Environnement de l'Investissement Privé au Cameroun » (2012), en Ligne: https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/cameroun_-_environnement_de_linvestissement_privé.pdf
- Initiative France - Banque mondiale, « Initiative France - Banque mondiale pour la promotion des partenariats public-privé (PPP) dans les pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale », en ligne : <http://www.initiative-ppp-afrique.com/Afrique-zone-franc/Pays-de-la-zone-franc/Cameroun>.
- Hannah Marais & Masego Ntsoane, *Africa Construction Trends Report 2021* (Johannesburg: Deloitte, 2022), en ligne :

<https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/energy-resources/za-African-Construction-Trends-2021-V8.pdf> .

- OECD/ACET, *Quality Infrastructure in 21st Century Africa: Prioritizing, Accelerating and Scaling up in the Context of Pida (2021-30)* (2020).
- Organisation internationale du Travail, *Enquête auprès des entreprises informelles du Cameroun* (BIT, mars 2017), en ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---ifp_seed/documents/publication/wcms_230287.pdf (consulté le 20 février 2023).
- Organisation internationale du Travail (OIT), *Recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*, 2015.
- Open Society Justice Initiative, *Legal Remedies for the Resource Curse - A Digest of Experience in Using Law to Combat Natural Resource Corruption* (6 septembre 2005).
- Rapport VNR 2022 du Cameroun, *High-Level Political Forum* (2022). Disponible sur : hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2021/24180CAMEROON_Rapport_VNR_0507_2019.pdf
- Plan d'action d'Addis-Abeba (2015). *Le financement du développement durable*.
- République du Cameroun, *SND 30 stratégie de développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif* (1ère édition (2020).
- République du Cameroun, *Cameroun Vision 2035: Document de travail*, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Secrétariat Général, Division de la Prospective et de la Planification Stratégique, en ligne : <https://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/laws/1816.pdf>.
- République du Cameroun, *Troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM III)*, DOCUMENT DE PROJET, (septembre 2006).
- République du Cameroun, *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010 – 2019*, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT).
- Transparency International. (2019). *Corruption Perceptions Index*.
- Turkewitz, J., McDonnell, D., Forte, S., Rafolisy, P., Helis, J.-L., Wen, J.-F., Ramarozatovo, A., Jociene, A., Boher, A., & Gilchrist, Y. (2023). *Cameroun : Diagnostic de la Gouvernance et de la Corruption*. Rapport d'assistance technique, préparé pour le gouvernement du Cameroun par une équipe multidisciplinaire. Décembre 2023.
- Union Africaine. (2015). *Agenda 2063: The Africa We Want*

- WA. Mala et J. Mougou, « État des lieux et problématique des investissements chinois affectant l'utilisation des terres forestières au Cameroun », *rapport d'étude*, (septembre 2015).

g. Livres

- Chris Alden, *China in Africa* (London; New York: Zed Books, 2007).
- Olivier Charnoz & Jean-Michel Severino, *L'aide publique au développement, Coll Repères* (Paris: La Découverte, 2007).
- Théodore Ateba-Yene, *Cameroun : Mémoire d'un Colonisé* (Paris: L'Harmattan, 1988).
- Lucien Ayissi, *Corruption et pauvreté* (Paris: L'Harmattan, 2007).
- Jean-Raphaël Chaponnière & Jean-Jacques Gabas, *Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara* (Paris: Karthala, 2012).
- Charles De Visscher, *Théories et réalités en droit international public* (Paris: A. Pedone, 1953).
- F.A. Hayek, *Law Legislation and Liberty, vol. 3* (London: Routledge and Kegan Paul, 1979).
- Iginio Gagliardone, *China, Africa, and the Future of the Internet* (London: Zed Books, 2019).
- Commissariat de la République française au Cameroun, *Guide de la colonisation au Cameroun* (Paris: Émile Larose, 1923).
- Peter A. Hall & David Soskice, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*(Oxford: Oxford University Press, 2001).
- Luc Sindjoun, *L'État ailleurs entre noyau dur et case vide* (Paris: Économica, 2002).
- Joachim Tedié, *Coopération Chine-Afrique: Impact sur les infrastructures du Cameroun* (Paris: L'Harmattan, 2014).

h. Thèse de doctorat

- Diallo, Abdou, *Réflexion sur l'arbitrage dans l'espace OHADA*, Thèse de doctorat, Université de Perpignan, (2016).
- Memphil Ndi, Evelyne Patience, *Attractivité économique des investissements directs étrangers en zone CEMAC : harmonisation des instruments juridiques aux règles internationales*, Thèse de doctorat, Université Nice Sophia Antipolis, Nice, (2015).

i. Traités et Conventions

- Accord entre le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements, en ligne : <https://edit.wti.org/document/show/9ae94ed8-ec33-480e-a3a7-f2bb14a12dc5> (consulté le 10 janvier 2023).
- Convention de Vienne sur le droit des traités, 23 mai 1969, 1155 RTNU 331.
- Convention régissant la Cour de Justice de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), CEMAC/RS/01/19, 1 CEMAC JO L 35. En ligne : <https://www.cemac.org> [Convention CEMAC].
- OHADA, Traité OHADA modifié par le traité de Québec, Traité de port Saint-Louis du 17 octobre 1993, modifié par le traité de Québec du 17 octobre 2008.
- Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, 17 octobre 1993, modifié par le Traité de Québec, 17 octobre 2008.
- Treaty for the Promotion and Protection of Investments, Pakistan et Federal Republic of Germany. Signed at Bonn, on 25 November 1959. En ligne : <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20457/volume-457-I-6575-French.pdf>.

j. Lois et règlements

- Cameroun, Assemblée Nationale, Loi no 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi no 2008/001 du 14 avril 2008 (loi) en ligne : <http://www.constituteproject.org>[archivé à : perma.cc/GHI-789].
- Cameroun, Assemblée Nationale, Loi n° 2002/004 du 19 avril 2002 portant Charte des investissements en République du Cameroun (loi) publiée dans le Journal Officiel de la République du Cameroun, numéro spécial du 20 avril 2002.

- Cameroun, Assemblée Nationale, Loi n° 2002/004 du 19 avril 2002 modifiée par la loi n° 2004-20 du 22 juillet 2004 portant Charte des investissements de la République du Cameroun (loi) en ligne : <http://www.legicam.cm> [archivé à : perma.cc/MNO-456].
- Cameroun, Assemblée Nationale, Loi n° 2013/011 du 16 décembre 2013 régissant les zones économiques en République du Cameroun (loi) en ligne : <http://www.legicam.cm> [archivé à : perma.cc/PQR-789].
- Cameroun, Assemblée Nationale, Loi n° 2006/012 du 29 décembre 2006 portant régime général des contrats de partenariat public-privé (loi) en ligne : <http://www.legicam.cm> [archivé à : perma.cc/STU-123].
- Cameroun, Assemblée Nationale, Ordonnance n° 59-86 du 17 décembre 1959 fixant l'organisation judiciaire de l'État (ordonnance) en ligne : <http://www.prc.cm> [archivé à : perma.cc/DEF-456].
- Cameroun, Président de la République, Décret n° 91/215 du 02 mai 1991 fixant les modalités d'application du code des investissements du Cameroun (décret) en ligne : <http://www.prc.cm> [archivé à : perma.cc/ABC-123].
- Cameroun, Président de la République, Loi n° 84/03 du 4 juillet 1984 portant Code des Investissements, remplacée par l'Ordonnance n° 90/007 du 08 novembre 1990 portant Code des investissements du Cameroun, complétée par le décret n° 91/214 du 02 mai 1991 (loi et ordonnance) en ligne : <http://www.investcameroon.cm> [archivé à : perma.cc/JKL-123].
- Canada, Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, Trudeau III Report (Ottawa: OCIEC, 2021) at paras 218-20 en ligne : <ciec-ccie.parl.gc.ca> [archivé à : perma.cc/PUM7-DJ9L].
- Cameroun, Assemblée Nationale, Règlement n° 05/19-UEAC-010 A-CM-33 du 8 avril 2019 sur le Code des douanes du Cameroun, Journal officiel de l'Union économique et monétaire de l'Afrique centrale (UEAC), édition du 8 avril 2019.

- Cameroun, Assemblée Nationale, Règlement n° 17/99/CEMAC-020-CM-03 portant charte des investissements(règlement) en ligne : <http://www.cemac.org> [archivé à : perma.cc/BCD-123].
- Union Africaine, Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et les infractions assimilées, 2003, en ligne : https://au.int/sites/default/files/documents/31250-doc-convention_on_prevention_and_combating_corruption_-_french.pdf [archivé à : perma.cc/VWX-456].
- Nations Unies, Convention des Nations Unies contre la corruption, 2003, en ligne : https://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Convention/08-50026_F.pdf [archivé à : perma.cc/YZA-789].